

LES TROUPES ANGLAISES AUX PORTES DE BAPAUME

LES TROUPES ALLEMANDES EVACUENT LEUR PRINCIPAL SYSTEME DE DEFENSE AU NORD-OUEST DE BAPAUME, ET L'ARRIERE-GARDE EST REPOUSSEE A PLUS D'UN MILLE

L'AVANCE S'EST FAITE SUR UN FRONT DE TROIS MILLES

LE VILLAGE DE GREVILLERS ET LE BOIS LOUPART SONT OCCUPES PAR LES ANGLAIS ET LE MOUVEMENT EN AVANT SE CONTINUE ENCORE. — IL S'ECOULERAIT PEU DE TEMPS AVANT LA CHUTE DE BAPAUME

Londres, 13. (10.10 heures p.m., soir) — Le correspondant de l'agence Reuter sur le front de l'armée anglaise en France, annonce que les Allemands se sont retirés sur un front de quatre à cinq mille verges par une profonde inconnue. Le mouvement se poursuivait encore lorsque la dépêche fut envoyée. Les Anglais ont envahi les fortes positions allemandes dans le bois Loupart et ils ont capturé le village de Grevillers (ouest de Bapaume). La retraite fut faite à la suite d'un bombardement anglais et sous le couvert d'une température brumeuse.

COMMUNIQUE OFFICIEL DE LONDRES

Londres, 13 — Le communiqué officiel publié ce soir par le "War Office" annonce que les Allemands ont commencé l'évacuation de Bapaume par l'abandon de leur principal système de défense à l'ouest de la ville sur un front de trois milles et demi. Les troupes anglaises ont chassé l'arrière-garde allemande à une profondeur d'un mille et elles ont occupé Grevillers et le bois Loupart. Voici le texte du communiqué : —

"Comme résultat du bombardement de ses positions hier, l'ennemi a abandonné son principal système de défense le long du sommet ouest de Bapaume sur un front de trois milles et demi.

"Au cours de la journée, nos troupes, avançant constamment, ont repoussé l'arrière-garde ennemie dans cette région sur une profondeur d'un mille et elles ont occupé le village de Grevillers et le bois Loupart.

"Nous avons aussi fait des progrès à l'est et au nord-est de Gommecourt sur un front d'environ un mille.

"Des raids ennemis ont été repoussés au cours de la nuit dans le voisinage de Neuville-St-Vaast, Souchez et Armentières. Dans chaque cas, l'ennemi n'a pu atteindre nos tranchées. Un autre détachement ennemi a réussi à atteindre nos tranchées au sud-ouest de Neuve-Chapelle. Quelques-uns de nos hommes manquent à l'appel.

"Notre artillerie a dirigé un effectif bombardement des positions ennemies dans la région de la Somme et à l'est de Neuville-St-Vaast."

VIFS BOMBARDEMENTS EN CHAMPAGNE

Paris, 13 — Le communiqué officiel publié ce soir, dit : — "En Champagne, l'artillerie ennemie, énergiquement contre-bombardée par la nôtre, a bombardé les secteurs de Maisons de Champagne et de Massiges. Les Allemands ont fait plusieurs attaques infructueuses de grenades à main contre la côte 185 que nous occupons toujours.

"Les deux artilleries ont été assez actives sur la rive gauche de la Meuse. Il semble que notre feu destructeur a été effectif, particulièrement dans la région d'Avocourt, la côte 304 et sur la rive droite au nord de Bezonvaux. Il y a eu une canonnade intermittente sur le reste du front."

Rien d'important en Belgique.

TROIS PRINCES PERDENT LEURS DECORATIONS ANGLAISES

Ce sont le duc de Cumberland, le duc d'Albanie et le prince Albert de Schleswig-Holstein, cousins du roi Georges.

LE BILL A CET EFFET SUBIT SA DEUXIEME LECTURE A LA CHAMBRE DES LORDS

Londres, 13. — La Chambre des Lords a adopté en deuxième lecture le bill enlevant aux princes ennemis les dignités et les titres anglais, alors que le gouvernement avait promis de révoquer le bill à un comité spécial pour plus ample considération. Cette promesse fut faite en règlement des différends entre quelques-uns des pairs qui désiraient tuer le bill parce qu'il était absurde, disaient-ils, de considérer certains princes comme des traîtres.

Le marquis de Lansdowne avait admis que le bill ne devait s'appliquer qu'au duc d'Albanie, au duc de Cumberland et au prince Albert de Schleswig-Holstein, qui tous sont alliés à la famille royale anglaise et qui ne pouvaient vraisemblablement pas être considérés comme des traîtres. Le marquis admit que le bill n'était qu'une concession à l'opinion publique et qu'il demandait une étude plus sérieuse qu'on n'en a faite jusqu'ici, parce que, ajoutait-il, s'il est désirable de satisfaire l'opinion publique, il faudrait aller plus loin et enlever à un grand nombre de personnes qui combattent actuellement

contre l'Angleterre leurs titres de distinction. Le comte Curzon de Kedleston, membre du conseil de guerre et leader du gouvernement dans la chambre des Lords, pense que le marquis de Lansdowne ne tient pas assez compte de l'opinion publique qui mérite une sérieuse considération. Le bill, ajoute le comte Curzon, a eu l'appui de tous les partis dans la Chambre des Communes et son rejet exposerait le gouvernement à être taxé de déloyauté et provoquerait probablement une indignation publique qui pourrait intervenir dans la conduite de la guerre.

Une dépêche de Londres, au cours de juillet 1916, disait que le premier ministre Asquith avait annoncé, à la Chambre des Communes, qu'on avait avisé le roi Georges de prendre les mesures nécessaires pour acquiescer aux désirs de la Chambre en enlevant au duc de Cumberland, au duc d'Albanie et au prince Albert de Schleswig-Holstein, cousins du roi Georges, leurs titres de noblesse anglaise. Ils étaient les trois seuls Allemands à détenir de tels titres.

PROPRIETE DU ROI ALBERT SAISIE

Paris, 13. — On mande d'Amsterdam que la "Nieuwe Freie Presse" annonce que le gouverneur de Moravie a ordonné la saisie et la mise sous séquestre d'une propriété située à Fulnik (Moravie) appartenant à la princesse de Vendôme, sœur du roi Albert.

Le ministre de l'agriculture autrichien serait responsable de cette mesure, qui fut sanctionnée par l'empereur.

CROISEUR TEUTON AU LARGE

Tokio, 12. — Il est officiellement annoncé qu'un navire allemand converti en croiseur a été signalé dans l'Océan Indien et qu'il est maintenant pourchassé par des navires de guerre japonais et anglais. Le croiseur a coulé un cargo japonais.

Vancouver, C. A., 13. — Le "Canadian News", journal japonais, a reçu un câblogramme du Japon, daté d'aujourd'hui, disant qu'un croiseur allemand avait détruit le cargo japonais "Sukura Maru", jaugeant 3,150 tonnes, dans l'Océan Indien.

NOUVEL ACTE DE BARBARIE

UN NAVIRE NORVEGIEN TRANSPORTANT DU GRAIN POUR LA BELGIQUE, EST TORPILLE SANS AVERTISSEMENT EN DEHORS DE LA ZONE DU BLOCUS.

Londres, 14. — Le navire norvégien "Lars Fastenæs" (Lors Fostenes?), parti de l'Amérique à destination de Rotterdam, avec une cargaison de grain pour la Commission du Fonds de Secours pour la Belgique, a été coulé sans avertissement en dehors de la zone du blocus, suivant la gazette maritime de Norvège.

LA CHUTE DE BAGDAD

L'IMPORTANCE POLITIQUE DU SUCCES DES ARMÉES BRITANNIQUES.

Paris, 13 — Les journaux du matin commentent longuement la chute de Bagdad et s'étendent sur l'importance politique du succès britannique. Le Figaro écrit :

"Sur l'ensemble de la guerre européenne, il n'est peut-être pas très important que l'armée turque ait éprouvé un sérieux échec dans un pays très éloigné; néanmoins, l'effet politique de cet événement sera profondément ressenti en Allemagne. La ligne Hambourg-Bagdad, le dernier des rêves nourris par la mégalo-manie allemande, restera un rêve en face de la réalité. Il est certain que l'espoir de son accomplissement était entretenu par le gouvernement et contribuait largement à soutenir le moral du peuple."

On lit dans le Petit Parisien :

"Les Turcs ont été lancés de force dans la guerre par le comité Union et Progrès qui ne se maintient au pouvoir que par le terrorisme. Son prestige survivra-t-il à ce désastre de Mésopotamie?"

DECLARATIONS DE M. THOMAS

LE MINISTRE DES MUNITIONS LOUE HAUTEMENT LE PRESIDENT WILSON

Paris, 13 — M. Albert Thomas, ministre des munitions, a fait les déclarations suivantes à l'Associated Press: "La déclaration du président Wilson sur la politique des Etats-Unis a été un véritable rafraîchissement moral pour la France. L'Amérique se présente vers la fin de la guerre avec la revendication des idéals qu'il était nécessaire de rappeler aux peuples d'Europe, au milieu des combats, des haines et des efforts accomplis pour atteindre les buts nationaux."

"La France a été stimulée, réjouie, soutenue par les messages du président Wilson au Congrès et par son adresse d'inauguration. Sa déclaration de soutenir les droits de l'humanité par des actes a pour nous une profonde signification."

Répondant à une question relative aux effets immédiats de la rupture des Etats-Unis avec l'Allemagne, le ministre dit :

"Le flot des approvisionnements de toutes sortes sera fortement repris, augmentera et les crédits seront plus faciles."

"La coopération des Etats-Unis dans la chasse aux sous-marins, dans le transport et la fourniture du matériel et de l'argent contribuerait énormément à abréger la guerre. Ce serait une inspiration pour la France d'avoir un contingent américain combattant à ses côtés."

LES FUNERAILLES DE ZEPPELIN

Rotterdam, 13. — Les funérailles du comte Zeppelin ont eu lieu hier après-midi à Stuttgart. Depuis de nombreuses années, le comte avait fait construire son propre caveau dans le cimetière de Prag, à Stuttgart; c'est pourquoi la comtesse Zeppelin déclina l'offre que lui avait faite le roi de Wurtemberg de placer le corps du comte dans le cimetière royal.

L'empereur Guillaume assistait à la cérémonie, qui fut très brève, en raison de la maladie de la comtesse. Le service a simplement consisté en un sermon de l'évêque de Stuttgart et en des prières.

Le général von Voepner, commandant en chef des forces aériennes allemandes, assistait aux funérailles, par ordre de l'empereur.

L'OEUVRE DU SECOURS DE LA BELGIQUE NE DOIT PAS CESSER

M. Hoover, président de la Commission du Fonds de Secours Belge, s'est embarqué hier pour l'Europe reprendre sa tâche.

L'AMERIQUE NE DOIT PAS ABANDONNER SON OEUVRE DE SECOURS

New-York, 13. — Il n'y a pas de guerre dans laquelle l'Amérique se soit plongée qui soustrairait celle-ci au devoir de continuer à approvisionner le peuple affamé et dénué de la Belgique, dit M. Herbert C. Hoover, président de la Commission du Fonds de Secours Belge, qui s'est embarqué aujourd'hui à destination de l'Europe, pour reprendre, avec une détermination nouvelle, la tâche qu'il remplit depuis plusieurs mois.

M. Hoover s'est embarqué sur un navire neutre pour un port espagnol, et il ira à Paris, Londres et Rotterdam, et si les conditions le permettent, il entrera en Belgique pour conférer avec les membres américains de la Commission en ce pays.

Pendant le temps-là, la campagne pour prélever des fonds se poursuivra avec une nouvelle vigueur en Amérique.

S'il n'y a pas de guerre entre les Etats-Unis et l'Allemagne cet argent sera distribué en Belgique par les Américains et dans le nord de la France par les Hollandais, si M. Hoover réussit à conclure des arrangements satisfaisants avec le gouvernement hollandais. Si la guerre est déclarée, on a pris des arrangements pour que le travail de secours que faisaient les Américains soit placé entre les mains des agents hollandais et espagnols en Belgique.

"Il n'y a pas de guerre ou autres difficultés dans lesquelles l'Amérique serait plongée qui soustrairait celle-ci de son devoir, et moins que tous, l'exemple de la France et de la Grande-Bretagne. La tentation de cesser de donner ne doit pas augmenter chaque fois qu'un navire est coulé ou que les rumeurs de guerre deviennent alarmantes. Je ne crois pas que notre peuple succombe à de telles impulsions."

M. Hoover fit allusion à l'oeuvre de charité pour la Belgique administrée par l'Angleterre et la France, bien qu'en guerre, déclarant que "ce sera une des merveilles de l'histoire" parce qu'elles ont donné à la Commission plus de 90 pour cent de tout l'argent dépensé par la Commission pour l'alimentation de la Belgique.

Des dix millions de protégés de la Commission, M. Hoover dit que 2,500,000 sont totalement dénués — "dépendant sur la conscience et la bonne volonté du monde."

LE DROIT SUR LE COTON SERA SUREMENT ACCEPTE

C'est là l'opinion qui prévalait dans les coulisses du parlement anglais. — Les Nationalistes s'abstiendront de voter, dit-on.

ASQUITH FAVORISERA LA MOTION

Londres, 13 — L'opinion générale qui prévaut dans les coulisses du parlement est que le gouvernement réussira à établir les droits sur le coton demandés par les Indes. Cette opinion n'est aucunement due à quel que compromis d'aucune sorte sur cette question, ni du côté du gouvernement ni des membres du Lancashire. Le premier ministre Lloyd-George a appuyé J. Austen Chamberlain, secrétaire pour les Indes, en prenant une attitude ferme sur cette question.

D'un autre côté, après s'être réunis en assemblée à la Chambre des Communes, les députés du Lancashire ont décidé de présenter un amendement à la motion du gouvernement, laquelle sera présentée demain, repudiant l'établissement des droits, à moins qu'on impose un droit compensateur.

Tandis que le premier ministre a pu impressionner la députation représentant les intéressés des cotonnades du Lancashire, en insistant pour que la politique du gouvernement soit acceptée comme une mesure de guerre, le principal facteur, qui aura sans doute pour résultat une entente probable, c'est qu'on n'est pas enclin à faire des élections actuellement. C'est la raison qui fera que l'ancien premier ministre Asquith et ses partisans ne feront rien qui pourrait embarrasser le gouvernement. C'est pourquoi on ne s'attend pas à ce qu'ils appuient l'amendement des députés du Lancashire.

L'attitude des nationalistes est toujours incertaine. Ils désirent établir un système de tarif sous le mode de l'Irlande et il serait alors illogique pour eux de s'opposer aux droits, bien qu'ils puissent désirer voter contre le gouvernement. On croit qu'ils s'abstiendront de voter.

Londres, 13 — Le premier ministre Lloyd-George a reçu une députation de manufacturiers de coton du Lancashire au sujet des droits que les Indes demandent d'imposer sur le coton. L'entrevue a été privée, mais un membre de la députation qui a été interviewé après la conférence a déclaré que le premier ministre n'espérait aucunement que le gouvernement changerait sa décision ou qu'il consentirait à un compromis. Le premier ministre aurait déclaré que la proposition de placer un droit protecteur sur les cotonnades était considérée comme étant la politique du gouvernement et leur demande de prendre leur part de ce fardeau inévitable. On dit de plus que le premier ministre se dit incapable d'accéder à la requête de la députation de remettre la chose après la guerre.

LE MALAISE DE PLUS EN PLUS PLUS GRAND EN HOLLANDE

Les Pays-Bas savent que l'Allemagne convoite depuis longtemps leurs côtes et leurs ressources et ressentent l'humiliation que les pirates leur infligent.

Paris, 13. — Au sujet du maintien par la Hollande de ses déclarations concernant le traitement des navires marchands armés qu'elle assimile aux navires de guerre, le "Temps" écrit :

"Les Pays-Bas savent que l'Allemagne convoite depuis longtemps leurs côtes et leurs ressources. La guerre a encore développé les instincts de proie de leurs dangereux voisins, et ils n'ignorent pas que leur seule protection contre un traitement semblable à celui de la Belgique, c'est le risque et l'effort que l'entrepris comporte pour les Allemands. Mais, en même temps, les Hollandais s'efforcent de ménager l'Allemagne, croyant, par cette méthode, éloigner le péril. C'est sous ce jour qu'il faut juger la neutralité d'un pays particulièrement exposé qui se croit obligé, pour échapper au danger, de mettre une sourdine au ressentiment qu'a fait naître dans son cœur l'humiliation que l'Allemagne et ses pirates lui infligent."

"La neutralité hollandaise voudrait tenir la balance égale entre les deux groupes de belligérants, mais la crainte d'une surcharge dans un des plateaux. C'est un sentiment dont les manifestations sont discutables, mais que nous ne saurions reprocher à une petite nation qui connaît, pour les avoir généreusement soulagées, les souffrances que l'invasion allemande a valées à la Belgique. L'heure n'est pas encore venue où l'appel du président Wilson, qui retentit déjà dans l'Amérique du Sud, aura réveillé, chez les neutres, la conscience de leur devoir."

LES FRATERNITES SONT DECIDEES A NE PAS CEDER

LES PLANS DE LA GREVE ONT ETE ACCEPTEES PAR TOUTES LES UNIONS LOCALES ET LES CHEMINS DE FER DEVONT ACCEDER AUX DEMANDES OU BIEN LA GREVE SERA DECLAREE

LE PRESIDENT WILSON SERA-T-IL MEDiateur ?

ON ANNONCE QU'IL DEMANDERA AUX CHEMINS DE FER COMME AUX FRATERNITES QUE LEUR DEVOIR DE PATRIOTE EST DE CONCLURE UNE ENTENTE IMMEDIATE

Washington, 13 — Les leaders des unions locales du territoire sud-est et les représentants du sud-ouest, ceux-ci réunis en conférence à St-Louis, ont ratifié les plans complets des quatre grandes fraternités pour une grève générale à dater de samedi prochain si les chemins de fer ne leur accordent pas la demande de la journée de huit heures.

Les têtes dirigeantes des fraternités diront au comité de la conférence des chemins de fer à New-York, jeudi prochain, que si on n'en vient pas à une entente cette semaine, le décret de la grève, actuellement entre les mains de toutes les organisations locales, deviendra en force. Les demandes sont telles qu'elles étaient l'automne dernier quand le président Wilson évita la grève après avoir induit le Congrès à voter la loi Adamson, qui n'a jamais été mise en vigueur, dans l'attente d'une décision sur sa constitution par la Cour Suprême.

Tout semble indiquer une nouvelle médiation du président s'il devient apparent que la nation, faisant face déjà à la plus grave crise internationale de toute son histoire, voit ses moyens de transports paralysés. Bien qu'encre retenu à sa chambre par le rhume, le président a pris connaissance des rapports au cours de la journée, par le secrétaire Wilson, des plans des fraternités. On ne laisse pas entrevoir quelle sera l'attitude que prendra le président, mais on croit que sa première action sera probablement un appel aux employeurs et employés pour en venir à une entente, cela étant leur devoir patriotique.

On a appris au cours de la journée, que le 7 mars, les chefs des fraternités ont écrit au président Wilson l'informant de la prochaine assemblée qui doit avoir lieu le 15 mars et l'assurant que si le pays était plongé dans la guerre, ils feraient tout ce qu'il leur serait en leur pouvoir pour offrir une efficace coopération avec le gouvernement.

Les fonctionnaires de l'union dans le district sud-est ont été informés par les chefs des fraternités que les ordres de la grève avaient été établis de manière à commencer l'abandon des trains à 7 heures du soir, (heure de l'est) samedi et s'étendant graduellement jusqu'à tous les chemins de fer du pays pour être complété mercredi soir.

Chaque 24 heures jusqu'à mercredi prochain, un groupe nouveau sera affecté. Les unionistes disent que cette méthode progressive a été adoptée afin d'éviter de paralyser soudainement le trafic dans tout le pays et de donner aux chemins de fer l'occasion d'empêcher la grève de se répandre en accordant les demandes de l'union s'ils le désirent.

On admet que les plans de la grève, tels que dévoilés par le comité de la conférence des chemins de fer à New-York, aujourd'hui, sont substantiellement justes, si ce n'est que les chemins de fer spécifiés qui seront affectés de jour en jour, n'ont pas été nommés exactement. Tandis que les leaders des fraternités ne font pas de déclarations pour être reproduites concernant les arrangements de leur grève, ils déclarent que tous les plans ont été approuvés à toutes les assemblées locales qui ont été tenues jusqu'ici, et qu'ils le seront certainement par les assemblées qui seront tenues demain à New-York et à St-Paul.

"Nous nous présenterons devant les représentants des chemins de fer jeudi avec l'approbation complète de tous les unionistes du pays," dit W.-G. Lee, chef des employés de trains.

Les quartiers généraux des fraternités à Cleveland ont émis aujourd'hui des ordres de convocation d'assemblées qui auront lieu dans les trois prochaines journées dans quinze villes différentes du pays, et cela pour recevoir les dernières instructions au sujet de la grève.

On a appris officiellement que les fonctionnaires des fraternités affirment leur détermination de ne pas éviter la grève si ce n'est que par des concessions de la part des chemins de fer. Ils ont refusé de discuter quelle sera leur attitude si la décision de la cour suprême maintient que l'acte Adamson est constitutionnel. Il est possible que cette décision soit annoncée lundi prochain ou le lendemain.

POUR LA VIE PLUS CHERE CHEZ LES TEUTONS

Onze professeurs rédigent un mémoire qui ne manquera pas de soulever des protestations.

Brême, 13 — La presse allemande du 17 février publie un mémoire présenté à l'Office de guerre de l'alimentation par onze professeurs appartenant au corps enseignant des écoles supérieures d'agriculture. Ce mémoire fait ressortir la nécessité d'une révision des tarifs des prix maxima des principales denrées alimentaires.

Les tarifs actuels ont été, en quelque sorte, improvisés suivant les nécessités. Il importe, de l'avis des onze signataires du mémoire, d'établir une échelle systématique qui règle mieux les prix respectifs des diverses denrées, rende plus facile l'alimentation elle-même et assure cependant un bénéfice raisonnable aux producteurs.

Le mémoire propose, d'une manière générale, d'élever le prix des céréales, des pommes de terre et du lait et de baisser les prix de la viande. Il propose de fixer pour la prochaine récolte le prix de la tonne de maïs à 260 marks, de la tonne de blé à 300 marks, de la tonne d'avoine à 270 marks et de la tonne d'orge également à 270 marks.

Le "Lokal Anzeiger" croit savoir que l'Office de guerre d'alimentation partage les opinions exprimées par ce mémoire. D'après le journal officiel de Berlin, il faudrait s'attendre à ce que l'Office de guerre en adoptât les conclusions et à ce que les tarifs proposés fussent mis en vigueur.

La presse allemande accueille ce projet avec réserve. L'élevation du prix des céréales, qui aurait pour conséquence une augmentation du pain, n'est pas sans lui causer un grand souci.

Le Vorwaerts estime qu'il conviendrait de s'attendre à une augmentation du prix du bœuf.

Le Vorwaerts estime qu'il conviendrait de s'attendre à une augmentation du prix du bœuf.

Le Vorwaerts estime qu'il conviendrait de s'attendre à une augmentation du prix du bœuf.

Le Vorwaerts estime qu'il conviendrait de s'attendre à une augmentation du prix du bœuf.

Le Vorwaerts estime qu'il conviendrait de s'attendre à une augmentation du prix du bœuf.

LA MORT D'UN AS

Paris, 13 — Le maréchal des logis Hauss, l'un de nos plus récents as, qui avait réalisé la rare performance d'abattre cinq avions en sept jours, vient, hélas ! de payer de sa vie sa magnifique vaillance. Dans un combat, il y a quelques jours, il s'écrasa soudain en flammes et vint s'abattre sur le sol.

Hauss avait vingt-six ans. D'abord cuirassier, il était entré dans l'aviation en septembre 1915. Après avoir été moniteur au Crotoy, puis à Ambricourt, il avait obtenu de passer sur avion de chasse. Il joignait le front le 1er décembre 1916 et remportait ses successives victoires le 27 décembre 1916, le 23, le 24, le 25 et le 26 janvier 1917. Ce dernier succès était partagé avec l'adjudant Belin, remarquable pilote, évadé d'Allemagne, qui était sur le point d'être cité au communiqué, lorsque il fut tué dans un duel aérien.

L'HISTOIRE DE L'HOPITAL CANADIEN DE SAINT-CLOUD

Un journaliste français, M. Ernest Reuxel, la raconte dans la "Nouvelle Revue" de Paris, et explique le fonctionnement de l'hôpital qui fait honneur à notre pays

Vous sommes heureux de publier aujourd'hui une fort intéressante étude de la "Nouvelle Revue" de Paris sur l'hôpital de Saint-Cloud.

Pour le Canada, colonie britannique qui possède les deux éléments de l'Entente Cordiale, une coopération à la guerre européenne, limitée au seul secteur anglais, paraissait incomplète. Les Canadiens-français estimaient que, dans la nouvelle et indissoluble alliance franco-anglaise, leurs origines les désignaient pour servir de trait d'union entre les deux peuples et ils cherchaient le moyen d'envoyer dans la zone française un contingent parlant, sous l'uniforme kaki, la même langue que les héros de la Marne et de l'Yser.

Ce projet rencontrait dans son exécution des difficultés de toute sorte, mais l'idée n'en suivait pas moins son chemin. De hautes personnalités de Montréal se mirent en relations avec M. Hanotaux, président du Comité "France-Amérique", et qui compte parmi les Canadiens de si profondes amitiés. Un échange de vues eut lieu, les gouvernements anglais et français furent présentés et, enfin, le 19 juillet 1915, sir Robert Borden, premier ministre du Canada, pouvait faire à M. Poincaré, au cours d'une réception à l'Elysée, cette proposition généreuse: "M. le Président, nous voudrions prouver à la France l'affection que nous lui portons. Conscience nous et dites-nous de quelle façon nous pourrions le mieux vous aider."

Spontanément M. Poincaré répondit: "Donnez-nous un hôpital, nous y enverrons nos blessés. Pendant leur traitement ils apprendront à vous connaître et à vous aimer et les liens de l'amitié franco-canadienne se resserreront plus fort que jamais."

L'hôpital stationnaire No. 4 de la C. A. M. C. (Canadian Army Medical Corps) qui se trouvait à Shantcliffe (Angleterre) fut désigné pour aller s'installer dans le Gouvernement militaire de Paris et, au mois d'août 1915, M. Hanotaux, le général Jones, commandant les formations sanitaires canadiennes, M. le médecin principal Sabatier, directeur au ministère, M. P. Roy, commissaire du Canada à Paris, et le lieutenant-colonel Arthur Mignault, médecin-chef, allèrent trouver M. Millerand, alors ministre de la Guerre, pour choisir l'emplacement du futur hôpital.

Ce fut une tâche malaisée. Comme toutes les formations anglaises de campagne, l'hôpital emportait non seulement son matériel réglementaire des salles, mais encore son logement sous forme de tentes canadiennes et indiennes à double paroi. Une nuit de 12 lits et de tentes à l'écartement de six cordes on terrain de quatre-vingts mètres carrés. Les 520 lits de l'hôpital et les tentes des services généraux (salles de pansement, réfectoires, cuisines, bureaux, etc.) demandaient une surface libre de plus de quatre kilomètres carrés.

A l'arrière-front, ce vaste déploiement n'eût aucun inconvénient. Un ordre arrive-t-il au convoi sanitaire en colonne de route? Immédiatement, des voitures tombent les ballots roulés, les cordes et les piquets. Une équipe d'hommes rompus à cette manœuvre, s'empare de ce matériel et en quelques heures, à la lisière d'un bois, en bordure d'un champ, à l'intersection de deux chemins, s'élève un campement parfaitement organisé. Le lendemain matin, des salles confortables s'ouvrent aux premiers blessés; la chirurgie occupe la tente centrale; plus loin ronfle le moteur de la radiographie; les cuisines allument en plein vent leurs fourneaux; les bruits bruyants des incinérateurs proviennent d'un hôpital dans un pays dépourvu de ressources, sans qu'il y ait à compter sur les abris plus ou moins endommagés des villages et des fermes.

A Paris, les conditions ne sont pas les mêmes. La commission tourna plusieurs fois autour de la ville où n'abondent pas les espaces libres de 4 kilomètres carrés. En désespoir de cause, on pensait à réquisitionner un vaste bâtiment et à laisser les tentes roulées; mais quand on pensa qu'il proposerait les locaux de la Nouvelle Sorbonne, les officiers canadiens, qui ne renoncèrent pas à leur hôpital de plein vent, se récrièrent et, du coup, le pègre de la Commission s'élargit jusqu'à la banlieue.

Il fut alors question du château de Seaux. La vaste étendue du parc, l'aménagement facile des bâtiments autant que les souvenirs historiques qui remontent de la guerre de 1870 à la conspiration de la duchesse de Maine, avaient séduit les commissaires. Un parc à lisière d'un bois, à l'intersection de deux chemins, s'élève un campement parfaitement organisé. Le lendemain matin, des salles confortables s'ouvrent aux premiers blessés; la chirurgie occupe la tente centrale; plus loin ronfle le moteur de la radiographie; les cuisines allument en plein vent leurs fourneaux; les bruits bruyants des incinérateurs proviennent d'un hôpital dans un pays dépourvu de ressources, sans qu'il y ait à compter sur les abris plus ou moins endommagés des villages et des fermes.

Malgré toutes ces raisons pratiques et sentimentales, le colonel Mignault décida les membres de la Commission à renoncer au château de Seaux et à orienter leurs recherches vers les champs de courses. On présenta alors les Sociétés de courses, M. Edmond Blanc, toutes les activités du sport hippique; on visita toutes les pistes avec ou sans obstacles, Enghien et Maisons-Laffitte, Auteuil et Longchamps et finalement le choix s'arrêta sur l'hippodrome de Saint-Cloud qui couronne entre le Mont Valérien et les bois de Meudon le plateau de la Bouillasse.

La transformation du champ de courses s'opéra en quelques semaines. On pourrait presque dire que l'hôpital est la seconde destination d'un pesage et d'un paddock exploités par l'ingéniosité des troupiers: les stalles y devinrent des magasins à charbon; le caissier s'installa naturellement dans la salle des Balances; le vétérinaire occupa le bureau du radiographe; les baraquements du Pari-Mutuel se transformèrent en ateliers, en réfectoires, en cuisines, et enfin les haricots et les conserves, le lard et les légumes remplacèrent les tickets de courses dans les casiers des bahuts; ce qui arracha un marque dont flexion à un visage, et m'obligeait à

taire le nom: "Jamais le Pari-Mutuel n'a été si utile."

Quand il s'agit de constituer le détachement français chargé de collaborer à la gestion de l'hôpital, une noble émulation et aussi la curiosité des choses nouvelles suscitérent de nombreuses candidatures parmi les hommes du dépôt de la Rapée. Beaucoup d'entre eux avaient perdu de vue les Canadiens depuis Montcalm; d'autres, hélas! plus nombreux, ne connaissaient du Canada que les hommes ou les chevaux. Tous s'imaginaient en tout cas que l'anglais était de règle et qu'il fallait au moins en posséder des notions pour obtenir une place dans cette formation britannique. Sur une lettre d'un postulant se remarquant cette subtile distinction: "Ecrit l'anglais, mais ne le parle pas!" Un autre avait rédigé toute sa demande dans la langue de Shakespeare. A la lecture des avis différenciés. On alla jusqu'à indiquer le bas-breton, mais personne n'y comprit rien. Aussi quand les secrétaires arrivèrent, ils ne furent pas peu surpris d'entendre les officiers, les "nurses" et jusqu'au dernier des infirmiers parler un français correct, émaillé de locutions normandes et teinté du plus pur accent du terroir.

L'hôpital, inauguré par M. le Président de la République, s'ouvrit au moment où les blessés de Verdun commençaient à affluer et dans les salles aux noms de villes canadiennes: Montréal, Québec, Halifax, Trois-Rivières, Maisonneuve, Sherbrooke, Ottawa, les premiers noms de bataille qu'on entendit furent ceux des glorieux villages des Hauts de Meuse: Douaumont, Vaux, Fleury.

Pendant la belle saison, l'aspect du "camp" — comme disent les habitants de Garches, de Buzenval et de Saint-Cloud — est unique. Les tentes jettent leurs taches claires ponctuelles du soleil sous le dôme des marronniers. Dans les massifs, des roses s'effeuillent. Les lits en plein air se détachent tout blancs sur cette verdure, les lits où les fils de France reposent, confiés aux bons soins de leurs frères du Canada qui portent souvent les mêmes noms qu'eux: Garnier, Levesque, Benoit. Les infirmières, en uniformes "bleu de roi" circulent, expertes et diligentes, autour de leurs patients. Leurs coiffes n'ont pas le lourd enveloppement des voiles religieux mais rappellent plutôt avec leurs coques de tulle la forme du henin des belles dames d'autrefois. Ces infirmières diplômées ont passé plusieurs années dans les grands hôpitaux du Canada. Elles possèdent une instruction professionnelle très étendue et leur dévouement ne connaît aucun repos. A leur épaule s'agrafent les insignes du grade de lieutenant dont elles ont dans l'armée régulière les prérogatives et les avantages et l'infirmière-major porte même les trois étoiles du capitaine.

Nos blessés leur font gentiment le salut militaire, mais le sourire de reconnaissance et d'affection qui accompagne ce salut échappe à toutes les prescriptions de la théorie.

L'hôpital canadien est classé parmi les établissements de grande chirurgie. Il possède tous les services annexes que l'on ne trouve ordinairement que dans un hôpital permanent: services d'ophtalmologie, d'oto-rhino-laryngologie, de prothèse dentaire, de radiographie. Il a traité depuis sa fondation plus de 1,200 grands malades. La compétence et l'habileté de ses chirurgiens et l'habileté méticuleuse de ses services ont imposé à l'attention du monde médical.

De son Livre d'or nous pouvons extraire une longue liste de parrains, de chefs éminents et d'amis parmi lesquels:

M. Justin Godard, sous-secrétaire d'Etat au Service de santé.

Le duc de Connaught.

La princesse de Battenberg.

M. le médecin-inspecteur Sieur, directeur du Service de santé du Gouvernement militaire de Paris.

M. le médecin-inspecteur général Février.

MM. les généraux Niox, de Saligny, Lande, Cousin, Maillet.

M. Casgrain, ministre du Canada.

M. le général Jones, chef des Formations sanitaires canadiennes.

Philippe Roy, haut commissaire du Canada à Paris.

MM. les médecins principaux Sabatier, Arnaud, Lang.

M. Landouzy, doyen de la Faculté de médecine.

MM. les professeurs Walther, de Lapersonne, Pozzi, Tuffier, Merklen, Morestin, Seibelle.

M. le docteur Carrel dont la méthode opératoire a formé de nombreux disciples dans le personnel canadien.

M. le docteur Maurice de Fleury.

Et toutes les délégations médicales des pays amis:

La mission japonaise sous la direction du professeur Chibata, de Tokio.

La mission belge avec M. le docteur Vandervelde, assistant du docteur Depage à La Panne.

La mission suisse envoyée en voyage d'étude sous le commandement du colonel Kohl, de Lausanne, et du lieutenant-colonel Redard, de Genève.

L'hôpital, depuis le mois de juin dernier, est passé sous le commandement du lieutenant-colonel Le Bel dont les principaux collaborateurs sont: le lieutenant-colonel François de Martigny, chirurgien-chef; le major J. N. Roy, le major Sylvester, les capitaines Lefebvre, Pettelère, Parisseau, Lafleur, Millet, J. Roy, Forques, Clerke, Bourgeaud.

L'aide qu'avait promise à la France le premier ministre du Canada a été efficace. Elle s'est traduite par des guérisons qui ont rendu rapidement des combattants au front; elle a adouci dans la mesure du possible les souffrances des incurables; elle a dirigé vers l'hôpital de Saint-Cloud les touchants cadeaux des femmes de la Croix-Rouge canadienne, toutes ces grâces si douces à recevoir et qui doublent leur valeur de la sympathie lointaine dont elles apportent la preuve.

Trois infirmiers canadiens ont fait plus encore. Ils ont offert leur sang pour donner à des blessés amnésés la force de résister à la mort. Trois soldats ont été sauvés par ce bel acte de dévouement.

Aussi à la prochaine remise de décorations, aurons-nous trois rubans tricolores à attacher sur des vareuses kaki!

Ces cérémonies sont d'une simplicité émouvante à l'hôpital canadien. Un piquet en armes fourni par la garnison rend les honneurs et forme la base du carré. Deux des côtés sont constitués par les soldats canadiens; sur l'autre s'alignent les braves qu'on va décorer, ceux de Douaumont, de la Callette, de Maurepas, de Bouchavannes, ceux qui sont debout, le bras en écharpe ou la tête bandée et les autres aussi, les blessés graves du ventre et des jambes dont on porte le lit en ligne, à la parade, et qui se raidiront tout à l'heure pour offrir leur poitrine à l'embellie sacrée.

Le général, délégué par le Gouverneur de Paris, arrive. Un commandement, les clairons sonnent: "Aux champs! Les armes se scindient! Pas un bruit dans la foule. Et dans le grand silence, le général à haute voix, lit la première citation. Puis des braves. Le général donne l'accolade et le silence retombe. Un peu de gloire va de nouveau récompenser tant de souffrances héroïquement supportées.

Et tous ces braves gens, les conscrits et les territoriaux aux tempes grises, sourient confus, répondent en balbutiant aux questions affectueuses du général et remercient pour tout l'honneur qu'on leur fait.

En voici un. La manche gauche de sa vareuse est vide. Qu'importe! Puisqu'il a fait à lui seul, son lieutenant et son sergent tués, dix-huit Allemands prisonniers.

Cet autre est un marin, rescapé de la "Liberté" et qui sur l'Yser a mérité deux citations à l'ordre de l'armée, dont la dernière pour avoir été chercher, sous le feu des mitrailleuses, son commandant blessé.

Le chasseur qui se tient près de lui était dans un ballon captif que la tempête emportait vers les lignes allemandes. Il a bien soigneusement détruit les papiers et les appareils du bord, puis s'est lancé dans le vide avec un parachute. Pendant ses 500 mètres de chute, les Allemands l'ont mitraillé à loisir. Résultat insignifiant! Deux balles seulement dans les jambes. Arrivé à terre, et entraîné par l'appareil pendant plus de 100 mètres à trente pas des Allemands, il a pu tout de même couper la corde et rentrer dans nos lignes. Et maintenant le voilà guéri, prêt à recommencer.

Par le temps présent, la bravoure est monnaie courante. La prochaine prise d'armes fixée au printemps, nous apporterons d'autres échos glorieux. D'autres blessés viendront chercher à l'hôpital canadien la paix morale, les soins éclairés, cette douceur de renaitre à la vie après le rude devoir accompli. Un double espoir les soutiendra: car ils verront venir leur guérison avec la victoire que la France a méritée et dont ils auront été les artisans.

Ernest Reuxel

LE RETOUR DE VON BISSING

LE GOUVERNEUR LE CELEBRE EN DEPOUILLANT LES BELGES

Le Havre, 9 — Le général von Bissing, gouverneur général de Belgique, a promulgué un décret ordonnant la saisie dans toute la Belgique de certains articles qui seront envoyés en Allemagne lorsque les quantités détenues par les possesseurs dépasseront un certain nombre ou un certain poids.

La liste comprend 60 articles, entre autres les nappes, les serviettes, les soies manufacturées ou non; les étoffes et les vêtements imperméables les toiles cirées, les laines filées, les fibres de toutes sortes, les crins, les soies provenant d'animaux, les feutres, les couvertures, les toiles goudronnées et les jambières.

D'après ce décret, tout ce qui peut être utile à l'Allemagne est pris à la Belgique.

Amsterdam, 9 — Le "Telegraaf" annonce que, dans quelques jours, il y aura un arrêté presque complet de l'industrie belge, les autorités allemandes prétendant que cette mesure est nécessaire en raison du manque de charbon et des difficultés de transport. La population entière de la Belgique sera en réalité sans travail, à part les quelques exceptions qui seront accordées par autorisation spéciale.

Le même journal dit que vingt mille kilos de café, appartenant à la commission de secours belge, ont été perdus dans un incendie qui a détruit un entrepôt de la ville de Hasselt. Une grande quantité d'autres denrées alimentaires ont été brûlées. A l'occasion de cet incendie, deux personnes ont été déportées en Allemagne.

BEBES IRRITABLES

Mme John M. Weaver, Blissfield, N.-B., écrit: "Je puis hautement louer les Tablettes Baby's Own. Je les ai employées pour mes enfants et je trouve que c'est la meilleure médecine qu'une mère puisse donner à ses enfants. Je les recommande fortement à toutes les mères qui ont des enfants irritables." Les Tablettes régularisent les intestins et l'estomac, cassent les rhumes et les fièvres bénignes, chassent les vers, guérissent le vomissement et l'indigestion et rendent la dentition facile. Elles sont vendues par les marchands de remèdes ou par la poste à 25 cents la boîte, de The Dr. Williams' Medicine Co., Brockville, Ont.

Fonds Patriotique et Croix-Rouge L'APPEL DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

AUX CONSEILS DE COMTES

Québec, 9 — Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province, sir P.-E. Leblanc, vient d'adresser à tous les maires des municipalités de la province, la lettre suivante:

"Monsieur le maire — Le Fonds patriotique canadien et la société de la Croix-Rouge font un nouvel appel à la générosité si bien établie de ces compatriotes. Le comité exécutif estime avoir besoin de \$13,500,000 pendant l'année 1917 pour supporter les 70,000 familles nécessiteuses de nos soldats. Le nombre de ceux-ci est maintenant de plus de 400,000 et le chiffre des blessés atteint près de 50,000. En leur nom, je n'hésite pas à vous tendre la main de nouveau, assuré de votre collaboration. Déjà notre métropole, Montréal, a donné le plus admirable exemple, et d'autres villes ont généreusement répondu. Pour continuer l'oeuvre, si bien commencée, je vous prie d'assister à la réunion de votre conseil de comté, le mercredi, 14 mars courant, et de voter un montant qui témoignera de votre patriotisme.

"Je suis certain que vous ne resterez pas indifférent à ce grand mouvement de charité en faveur de nos blessés et des familles de nos soldats.

"Pendant que ceux-ci luttent sur les champs de bataille d'outre-mer, il est bien juste que nous, qui sommes restés à nos foyers, nous leur venions en aide avec cet esprit de charité et de patriotisme si remarquable chez les habitants de notre province. C'est un devoir que vous serez heureux de remplir, je n'en ai aucun doute, en donnant votre appui et votre concours dévoués.

"Veuillez agréer, monsieur le maire, l'assurance de ma parfaite considération."

P. E. LEBLANC.
Lieutenant-gouverneur.

L'AFFAIRE DE LA MARGARINE DEVANT LE PARLEMENT

L'hon. Martin Burrell, répond à la Société de l'Industrie Laitière que le gouvernement se rangera à l'avis des députés sur la question de la margarine. — Assez de démarches.

Le comité qui avait été chargé au nom de la Société de l'Industrie Laitière de la province de Québec, d'organiser une délégation auprès de l'honorable M. Martin Burrell, ministre de l'Agriculture, dans le cabinet fédéral, pour protester contre l'introduction de la margarine sur le marché canadien, s'est réuni à l'hôtel Queens sous la présidence de M. Gustave Boyer, député de Vaudreuil et président de l'Association. Etaient en outre présents à cette réunion, M. O. E. Dalais, secrétaire de la société; Auguste Trudel, gérant de la coopérative des Fromagers de la province; Adolphe Fortier, ancien président de la Chambre de Commerce du district de Montréal; J. G. Héroux, inspecteur des beurseries du district de Montréal, et une dizaine d'autres.

A l'ouverture de la séance, M. Gustave Boyer donna lecture d'une lettre de l'hon. Martin Burrell en réponse à la résolution que le conseil exécutif de la société de l'Industrie Laitière a adoptée mardi dernier et dont le CANADA a publié le texte dans son édition de mercredi.

L'hon. ministre de l'Agriculture dit que les fabricants de beurre et les patrons de beurrierie n'ont pas à s'alarmer et assure que le gouvernement ne prendra aucune action sur la question de la margarine sans auparavant l'avoir soumise au parlement.

Le parlement, de son côté, ne décidera en la matière qu'après avoir étudié ce grave problème économique sous toutes ses faces.

L'hon. ministre ajoute qu'étant parfaitement au courant des arguments que les intéressés invoquent respectivement pour ou contre l'introduction de la margarine au Canada, il ne croit pas nécessaire que la société fasse des sacrifices de temps et d'argent pour envoyer une délégation à Ottawa, mais que si elle désire absolument avoir une conférence avec lui, il renverra les délégués le 15 du mois courant.

DECLARATION DE L'HON. M. BURRELL

Nous extrayons les lignes suivantes de la lettre de l'honorable ministre de l'Agriculture:

"Si vous jugez nécessaire de venir, je serai heureux de recevoir votre délégation à 12,15 heures le 15. Il n'est pas dédiané nécessaire, soyez en convaincu, de faire des dépenses et des démarches ennuyeuses pour amener une délégation à Ottawa, lorsque j'ai par devers moi une volumineuse correspondance et une immense quantité de communications concernant la question. Je suis d'opinion que vous ne pourriez me donner de plus amples renseignements pour vous justifier de dépenser du temps et de l'argent en venant ici."

"Quelques communications ont, il est vrai, le caractère des résolutions et de lettres demandant l'introduction de la margarine, mais la plus grande partie de la correspondance concerne toutes les associations d'industriels laitiers du Canada — est fortement opposée à toute mesure tendant à ouvrir la voie à l'importation ou à la fabrication de la margarine.

"Votre résolution exprime, je suppose, les vues de tous les patrons de l'industrie laitière de la province de Québec; aussi, malgré tout ce que l'on puisse invoquer en faveur de l'oléomargarine, je me rends parfaitement compte que tous les industriels laitiers du pays et la grande majorité des cultivateurs s'opposeraient à toute action du gouvernement à ce sujet.

"J'ai discuté la question en différentes occasions avec mes collègues et je puis vous assurer, je pense, qu'aucune action ne sera prise tant que la question n'aura pas été étudiée par le parlement, et je suis sûr que le gouvernement ne prendra aucune décision sans avoir au préalable examiné à fond et sous toutes ses faces cette importante question."

UNE QUESTION TRANCHEE

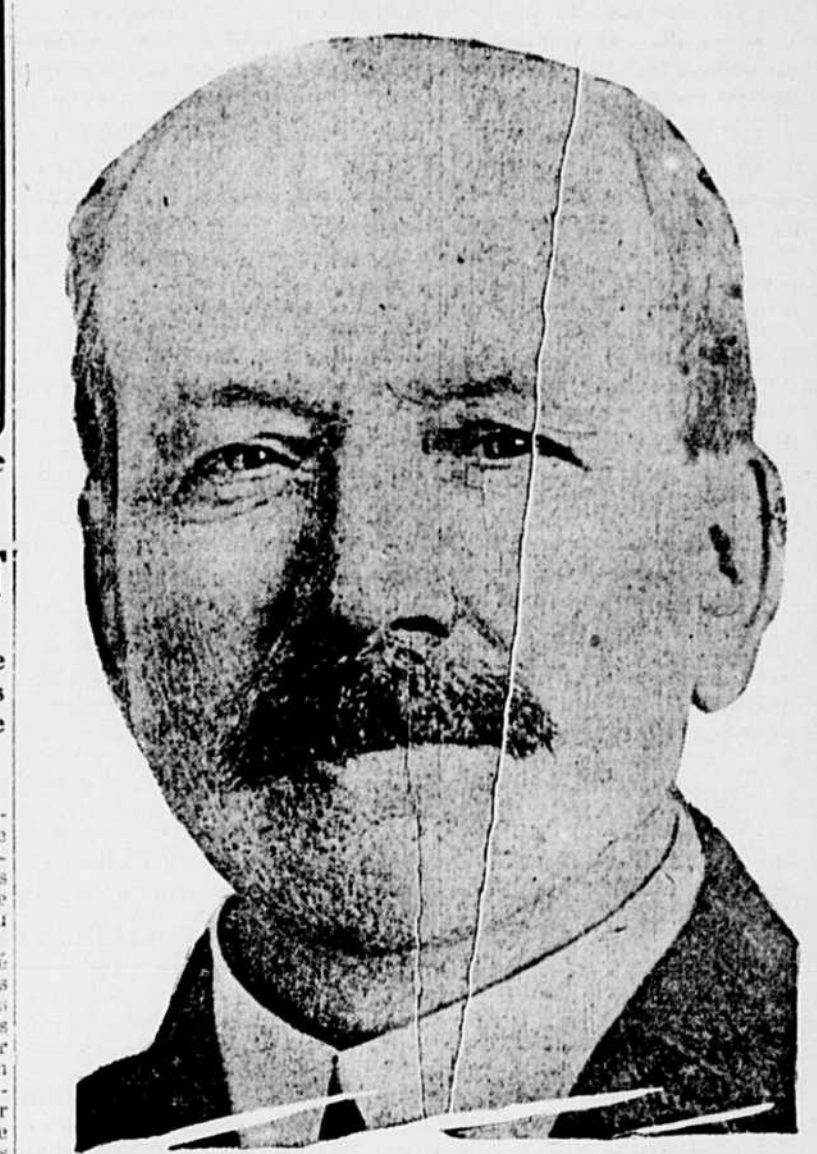
Voilà donc qui règle définitivement la ligne de conduite que devront tenir désormais, d'un à l'autre de la session parlementaire du moins, les partisans et les adversaires de la margarine. L'hon. M. Burrell leur fait savoir par cette lettre qu'il est parfaitement au courant de la question et qu'il est inutile d'exercer plus de pression sur le gouvernement, attendu que ce dernier ne fera rien sans avoir l'assentiment du parlement.

D'AUTRES PROTESTATIONS

Dans l'intervalle, cependant, les cercles agricoles et les sociétés d'éleveurs de la province se rendront neut-

J'avais des douleurs atroces d'estomac, des vomissements de sang. On disait que c'était dû à des ulcères d'estomac ou à un cancer."

"Je ne croyais pas revenir à la santé. J'ai été guéri par les PILULES MORO et les conseils du médecin de la Compagnie Médicale Moro



M. H. PEPIN

Les différents peuples de l'univers ont chacun leur mode spécial de se saluer et de s'interpeller, quand ils se rencontrent et veulent se faire une politesse. Les Français se demandent: "Comment allez-vous?", les Anglais: "Comment êtes-vous?", les Chinois: "Comment mangez-vous votre riz?", etc.

Les Portugais ont une formule à part, qui est originale. Ils demandent à ceux qu'ils arrêtent sur la rue ou qu'ils croisent à la promenade: "Comment digérez-vous?"

Cette sollicitude pour les fonctions stomacales se reproduit en toute circonstance chez les représentants de cette population. On sait qu'ils mangent souvent des mets très épicés, comme les Espagnols; d'ailleurs, leur alimentation est à peu près antilope. Or, ces plats provoquent souvent après les repas des éructations, des renvois, qui sont un soulagement pour ces gros mangeurs et dont ils ne se cachent pas, comme l'on fait chez nous, suivant toutes les règles de la bienséance.

Si l'en cachait si peu que l'étiquette portugaise ne permet pas de laisser passer inaperçus, chez nos voisins, cet indice de digestion progressive, comme on aurait bien soin de le faire entre nous. Au contraire, on doit alors se tourner vers la personne dont un bruit incongru a dénoté la digestion fructueuse et lui dire: "Que cela vous profite!" Absolument comme l'on dit à quelqu'un qui étérue: "Dieu vous bénisse!"

Chacun ses usages, n'est-ce pas? Cependant, il nous est bien permis, et même il est utile d'en tirer les enseignements qu'ils comportent.

On l'a dit: Tous nos maux sont dyspeptiques.

Il faut exterminer les maux d'estomac.

L'estomac est notre sens vital par excellence.

Personne n'est plus fort que son estomac.

Tous les organes sont entretenus et nourris par les aliments.

CONSULTATIONS GRATUITES. par le Dr Adolphe Mignault, pour les hommes malades, au No. 272 rue Saint-Denis, tous les jours, excepté le dimanche, de 9 heures du matin à 6 heures du soir; le samedi, jusqu'à 8 heures. Les hommes qui ne pourraient venir voir notre médecin sont invités à lui écrire.

Les Pilules Moro sont en vente chez tous les marchands de remèdes. Nous les envoyons aussi par la poste, au Canada et aux Etats-Unis, sur réception du prix: 50c une boîte, \$2.50 six boîtes. Toutes les lettres doivent être adressées: COMPAGNIE MEDICALE MORO, 272 rue Saint-Denis, Montréal.

EST-CE LA L'OEUVRE D'UN INCENDIAIRE?

On a commencé l'enquête sur la destruction de l'élevateur à grain de Détroit survenue hier.

PLUS D'UN MILLION DE DOMMAGES

Détroit, 9 — L'attorney du district des Etats-Unis, John E. Kinnane, a commencé cet après-midi l'enquête sur le vaste incendie qui a rasé ici aujourd'hui l'élevateur à grain de Détroit, détruisant 700,000 boisseaux de blé, de blé d'Inde et de seigle, généralement pour être exportés.

M. Kinnane a annoncé qu'il poursuivra son enquête sur les rumeurs à l'effet que l'incendie a été allumé par une main criminelle, ce qui serait une violation de la neutralité des Etats-Unis. Jusqu'à la dernière heure, on n'a pu déterminer exactement la cause de l'incendie.

La chaleur a été si intense au cours de l'après-midi, qu'un grand nombre de wagons à marchandises, dans les cours du Grand Tronc où l'élevateur est situé, ont été en danger d'être brûlés et avant qu'on n'a pu les sauver, quatre chars de charbon étaient consumés.

On estimait les pertes aujourd'hui à plus de \$1,000,000. Les compagnies qui employaient l'élevateur étaient la Commercial Milling Company, la Caughy-Josman Company et la Swift Grain Company. Elles sont protégées par les assurances. L'édifice était en partie assuré.

...nominés et des appointements. Leur préparation à la guerre est probablement l'oeuvre d'instructeurs anglais qui ont été chargés de l'organisation d'une armée arabe.

le canal de Suez. La garde turque fut mise en fuite et les Arabes revinrent de leur expédition avec 4.000 chameaux.

Calmant

...man, grâce au bon SIROP du Dr
...agé mes enfants de douleurs d'in-
...souffrances de la dentition etc., et
...nt une mère puisse se servir". —
...e Gaulin, Woonsocket, R.-L.

...tre marchand pour qu'il vous donne
...acceptez jamais d'autre. Evitez les

...est vendu par tous les marchands de

A detailed black and white engraving of a man's head and shoulders. He has a high forehead, receding hair, and a full, dark beard and mustache. He is wearing a dark suit jacket over a white shirt and a dark tie. The style is characteristic of 19th-century book illustrations.

Le nickel et le gouvernement Hearst

LES AGISSEMENTS DU PARTI TORY.

En attendant que le parlement fédéral, après la rentrée du 19 avril, tire au clair les révélations fédérales au sujet du nickel, la législature d'Ontario a été témoin, ces jours derniers, de débats très vifs sur cette question d'une importance si littéralement vitale pour nos volontaires.

M. Hartley Dewart, le premier député libéral élu dans une division de Toronto depuis un temps immémorial, et dont la candidature a dû son principal succès à l'attitude énergique qu'il avait prise sur cette question, a mené la vie dure au ministre des Mines, M. Ferguson, et au Procureur-Général, M. Lucas.

M. Ferguson, surtout, a passé de mauvais quarts d'heure. Pour tâcher d'apaiser l'indignation qui menaçait de renverser les derniers retranchements du gouvernement Hearst, M. Ferguson, dans un discours de campagne électorale, avait solennellement déclaré que pas un acre de terrain nickelifère n'avait été concédé à l'International Nickel Company par le gouvernement Hearst.

Or, les rapports officiels de ce gouvernement constatent qu'une superficie de plusieurs centaines d'acres de terrain, au centre même de la région où se trouve le minéral de cuivre-nickel, avaient été concédés, l'autonomie dernier, à des prête-noms qui les ont transférés immédiatement à la Compagnie.

Cet impudent manque de foi vis-à-vis le public a été vigoureusement dénoncé par M. Dewart à la législature et M. Ferguson n'a pu que balbutier des excuses.

Dans un article indigné, le grand organe libéral de Toronto, le "Globe", a mis M. Hearst en demeure de se débarrasser au plus tôt de ce collègue qui déshonore le gouvernement, en le rendant solidaire de mensonges effrontés débités à la face du peuple de la province.

Mais M. Ferguson est un politicien du type Rogers, pour qui tous les moyens sont bons, même le mensonge public, pour gagner une victoire électorale. Et M. Hearst, comme Sir Robert Borden, n'ose pas se priver de l'aide de cet élément corrompu et corrompu, sans lequel l'un et l'autre sentent que leur parti ne saurait se maintenir au pouvoir.

Et, comme M. Rogers, M. Ferguson sera la perte du gouvernement qu'il avilit, car il y a encore dans le peuple une majorité suffisante d'honnêtes gens pour condamner ce genre odieux de basse politique.

Fleurs de Chevalerie

Si l'on décorait M. Rogers.

Nous traduisons du "Sun" de Vancouver, C. A. :

"Il est dans le cours ordinaire des choses que le gouvernement impérial confère des honneurs à ceux qui vont représenter les dominions à la conférence impériale. Les représentants du Canada, comme les autres, recevront ces distinctions honorifiques. Les ministres qui accompagnent Sir Robert Borden recevront un ordre de chevalerie, comme cela est pratique ordinairement.

Ceux qui connaissent le dossier politique professionnel de l'hon. Robert Rogers seront d'opinion que, conférer un ordre de chevalerie à Rogers, ce sera déshonorer la chevalerie, qui a déjà subi de violentes épreuves, mais pas de cette force.

Evidemment, nous sommes dans le siècle de la chevalerie canadienne. La chevalerie est en floraison. L'élévation récente à la pairie de certains Canadiens permet de croire que le premier petit trou venu peut avoir son nom inscrit au mausolée de "Burke's Peerage". Le sens commun de la démocratie canadienne ne peut voir ce qui se passe sans vaguement, s'en alarmer.

Les seuls honneurs qui puissent inspirer quelque respect au peuple canadien en ce moment sont ceux qui sont honnêtement gagnés sur le champ de bataille ou par de grands services à l'Etat. Les Canadiens connaissent bien leurs hommes publics, et ce serait une honte d'introduire dans les rangs de ceux qui ont récemment si bien mérité leurs décorations quelque individu pour lequel le public ne ressent que du mépris.

Les vers qui tourmentent les enfants dès leur naissance sont de deux sortes, ceux qui s'attachent à l'estomac et ceux que l'on trouve dans les intestins. Ces derniers sont les plus dangereux, car ils se collent à la muqueuse des intestins et font un travail dédaigneux si on ne les chasse. Les poudres de Miller pour les vers chassent du système ces deux espèces et en même temps reparent les dommages qu'il ont causés.

Son Erreur

Le Canada a déjà fourni quatre cent mille volontaires et le recrutement se continue incessamment.

Ce résultat serait acclamé partout comme magnifique, si M. Borden n'avait escompté à l'avance l'effort canadien et fixé arbitrairement à cent mille de plus le chiffre de notre armée.

L'Important

Aux dernières nouvelles, M. Rogers ne sait pas encore s'il sera sénéchal ou nommé baron, et installé au Haut Commissariat ou aux Affaires Militaires d'outre-mer.

Ce qui lui importe surtout, c'est de ne pas rentrer au Canada: la peur des gendarmes est le commencement de la sagesse.

Ils essaient

Les conservateurs d'Ontario font de leur mieux pour suivre à la lettre le bel exemple donné par les Mc Bride, les Roblin et les Flemming.

Ce n'est pas facile, mais ils y mettent tout leur effort; et avec de la patience et de l'entraînement, ils y arriveront.

HEBDOMADAIRE — La semaine dernière, les conservateurs ont souffert de graves problèmes qui rendront nécessaire la présence du premier ministre à la capitale et qui demandent la considération du parlement fédéral. Dans les conditions actuelles, nous croyons que le retour de Sir Robert Borden au pays serait justifiable, même s'il fallait pour cela retarder de quelque temps la conférence impériale.

Pour le moment il apporte une aide précieuse à l'empire en assistant aux séances du comité de guerre; mais, réellement, ne pourrait pas être plus utile à l'empire à Ottawa, en aidant au Canada à trouver la solution des grands problèmes qui se posent devant lui.

Ce ne sont pas de vagues accusations portées par des adversaires politiques que l'on peut considérer comme négligeables. Ce sont des faits établis en séance publique de la cour dans une procédure de nature judiciaire.

Les conclusions de M. le juge Galt, constituant l'accusation la plus grave contre un ministre de la Couronne que l'on ait vue au Canada de nos jours.

UN HOMME D'AFFAIRES CONSCIENCEUX. — "Je désire vous informer", écrit M. Paul Tinette, de Laurium, Mich., d'un cas qui vint dernièrement à ma connaissance. Il y a environ trois semaines un de mes clients, M. Dominique Almonde, chez qui je porte journellement des denrées alimentaires, tomba gravement malade et ne pouvait plus travailler. Il se plaignait d'une forte douleur dans le côté droit. Plusieurs médecins qu'il consulta, avaient tous décidé que c'était un cas d'appendicite et qu'il était nécessaire de faire immédiatement une opération. Le pauvre homme était si effrayé qu'il ne savait pas quoi faire. Je lui conseillai de se procurer immédiatement une bouteille de Novoro. Il le fit, et à sa grande surprise il s'aperçut qu'après deux jours toute trace de douleurs avait disparu. Il ne cesse jamais de me remercier de lui avoir donné le conseil qui l'a sauvé d'une terrible opération.

Si vous êtes intéressé dans un remède qui soit réellement bienfaisant, et qui possède un record de succès qui dure depuis plus de cent ans, et qui est aujourd'hui le plus populaire de tous les remèdes, écrivez, pour plus amples informations, aux fabricants, Dr. Peter Fahrney & Sons Co., 19-25 So. Hoyne Ave., Chicago, Ill., E.-U. d'A. Ne le demandez pas dans les pharmacies, il ne peut pas y être obtenu, mais il est fourni au public directement du laboratoire.

Le Novoro du Dr. Pierre est délivré au Canada, absolument libre de tous droits.

Comme ici — On sait que la "Gazette" s'est toujours prononcée contre la prolongation du parlement et en faveur d'élections générales au Canada. La nouvelle des élections en Australie lui inspire le commentaire suivant, où il est facile de lire entre les lignes:

"Une victoire décisive pour le gouvernement ou une défaite décisive donnera à la barque politique une mer tranquille sur laquelle elle pourra voguer. L'incertitude a été la principale cause du tumulte récent au Commonwealth". Changez le lieu, et cela s'applique tout-à-fait à nous.

LE GOUVERNEMENT FAIT-IL TOUT CE QU'IL FAUT POUR NOS GLORIEUX MUTILES?

Des faits bien pénibles sont portés à notre connaissance et révèlent une indifférence coupable de la part du gouvernement.

Les braves qui sont allés volontairement se battre sur les champs de bataille méritent sûrement que quand ils reviennent le gouvernement fasse tout ce qui est possible pour les mettre à l'abri de la misère. Pourtant, ce n'est pas ce qui se fait si nous croyons les révélations qui viennent de nous être faites.

Nous ne prétendons pas que le gouvernement ne fait rien; mais nous demandons s'il fait bien tout ce qu'il faut pour nos glorieux mutilés.

Quand nos soldats reviennent blessés on les dirige sur les hôpitaux militaires. Là, ils achèvent leur rétablissement, et durant leur convalescence on leur apprend les premières notions d'un art ou d'un métier et à cette fin on a organisé le Vocational Training.

Quand leur rétablissement est complet, ceux qui le peuvent obtiennent des emplois par l'intermédiaire de la commission provinciale de placement, dont l'hon. M. George Simard est le président.

Jusqu'à la tout va assez bien. Mais il est arrivé qu'on a évacué des hôpitaux de grands blessés avant qu'ils soient complètement rétablis, et partant avant qu'ils aient trouvé un emploi. Et du moment que ces blessés sont licenciés, ils ne reçoivent plus de solde et les familles ne reçoivent plus rien du Fonds Patriotique; ces pauvres malheureux n'ont

plus que la pension qui leur revient du pays, soit environ \$22.00 par mois pour les soldats.

Nous savons que de ces grands blessés il s'en trouvent qui aujourd'hui ont été rendus à leur famille et qui gisent sur un lit de douleurs avec quatre ou cinq personnes à faire vivre sur une somme de \$22.00 par mois.

Voici un fait plus pénible. Un homme blessé d'un éclat d'obus dans une hanche et dans une cuisse, souffre actuellement des tourments affreux; il va sans dire qu'il ne peut vaquer à aucune occupation. Il a à sa charge sa femme et deux enfants, dont un garçon âgé de huit ans.

Un autre fait. Un jeune homme a été évacué de l'hôpital avec une blessure au bras. Sa blessure n'est pas encore tout-à-fait guérie et pourtant il faut qu'il gagne. Il a voulu reprendre son occupation d'avant la guerre, celle de distributeur de lait, mais il constata qu'il ne pouvait résister à la tâche; aujourd'hui il est confiné chez lui n'ayant que sa pension pour vivre et aider à sa famille.

Nous aurions quelques autres cas à signaler, mais ça suffit pour démontrer que le gouvernement ne fait pas tout son possible pour assumer un peu de bien-être à ces pauvres malheureux qui sont allés de si grand cœur se battre pour une si grande cause.

M. WILSON COMMUNIQUE SA DECISION AUX BELLIGERANTS

Dans une note officielle, transmises à toutes les ambassades à Washington, le président Wilson informe les puissances belligérantes qu'à l'avenir les navires marchands américains seront armés pour se défendre contre les sous-marins allemands.

Washington, 12. — Le gouvernement des Etats-Unis vient de prendre la seule mesure formelle qui permettra aux navires marchands américains de traverser la zone de guerre armés pour se défendre contre les attaques des sous-marins.

Dans une communication envoyée à toutes les ambassades à Washington le gouvernement des Etats-Unis annonce son intention de placer une garde armée sur tous les navires marchands américains qui quitteront les ports américains pour traverser la zone de guerre. Cette communication sera transmise au gouvernement allemand par l'entremise de l'ambassadeur de la Suisse.

Les fonctionnaires continuent de conserver un mutisme absolu sur la décision d'armer les navires marchands et quant à la date probable du premier départ. Tous ces détails

sont considérés comme secrets militaires.

On continue de faire beaucoup de commentaires sur la part que prendraient les Etats-Unis dans la guerre s'ils étaient forcés d'y entrer. Dans les cercles officiels on est d'opinion que le président Wilson n'envisage rien autre chose que la sauvegarde des droits américains sur les hautes mers. Cependant on hâte les préparatifs pour toute éventualité mais le président espère toujours qu'il ne surviendra pas d'attaques des sous-marins allemands contre les navires marchands américains.

Le président, après quelques jours de maladie pendant lesquels il n'a pu quitter le lit, a pu aujourd'hui discuter des questions internationales avec le secrétaire d'Etat Lansing. Il devra rester encore une journée ou deux dans sa chambre probablement avant qu'il ne puisse sortir.

LE RECIT D'UN DRAME

AFFREUX A CORNWALL

Une jeune fille avoue avoir tué un vieillard du nom de William Saint-Pierre.

Cornwall, 12. — A mesure que de nouveaux détails sont découverts touchant le drame où Saint-Pierre, père, a trouvé la mort près d'Aultsville, l'intérêt ne fait que s'accroître. Au cœur d'un drame qui a encore eu lieu dans la région n'a été autant d'émotion. Plus on avance dans cette affaire et plus l'on découvre un état de choses tel que l'on ne peut que difficilement y croire.

UNE ENQUETE OUVERTE. — Vendredi soir, le docteur A. Ross, Alguire, de Cornwall, coroner du district, est arrivé en compagnie de l'inspecteur Miller, de Toronto, et a aussitôt ouvert une enquête à la demeure de la victime. Après avoir fait les constatations sur le corps de Saint-Pierre, le coroner a ajourné l'enquête à une semaine.

LAMENTABLE DEMEURE. — Quand l'inspecteur Miller se rendit sur le théâtre du drame, jeudi, il constata que la famille Saint-Pierre avait en partie déménagé de la maison qu'elle occupait dans une étable, de l'autre côté du chemin, étable que Saint-Pierre, fils, avait commencée à aménager, depuis deux semaines, en logement. Cette étable présente un aspect lamentable et ne comprend qu'une pièce de 12 pieds sur 18 pieds, où se trouvent un canapé, un poêle de cuisine, une table, et dans laquelle demeurent Mme Saint-Pierre, femme de la victime, trois petits enfants, la fille Richemire et son fils.

LE CADAVRE DANS LA CAVE. — Jeudi dernier, quand le détective Miller interrogea la fille Richemire au sujet de la famille de Saint-Pierre, elle conduisit le détective à la vieille maison et lui dit que le cadavre du vieillard se trouvait dans la cave. Elle ajouta qu'elle avait été sur le père Saint-Pierre quand celui-ci avait tenté de l'assailir.

AFFREUSES BLESSURES. — Le détective Miller descendit alors dans la cave et y trouva le corps du père Saint-Pierre enterré dans une profondeur de six pouces de glaise, la face contre terre, et recouvert de planches. Le cadavre fut alors transporté au rez-de-chaussée et déposé sur le plancher. On constata alors graves blessures, l'une du côté droit et l'autre du côté gauche du cou du défunt. En outre, on s'aperçut que le corps était criblé de balles. La colonne vertébrale avait été sectionnée

et l'on croit que par suite la mort a dû suivre sur le champ cette terrible blessure. Suivant la fille Richemire, le crime aurait été commis le 7 février, pendant que Mme Saint-Pierre était en visite chez son père, à Winchester, et qu'Emmerson, ne fils de la victime, était aussi absent, étant parti pour aller chercher sa mère.

POUR CACHER LE CRIME. — Quand Mme Saint-Pierre revint avec son fils, ils trouvèrent un billet sur la table qui les avertissait que Saint-Pierre, le père, était parti et qu'il ne reviendrait peut-être qu'au printemps. Attaché au papier se trouvait aussi un billet de \$20, destiné à permettre à Mme Saint-Pierre d'acheter des aliments. D'après l'histoire racontée par la fille Richemire, le fils Saint-Pierre aurait caché le corps de son père avec l'aide de la jeune fille, dans la cave.

La fille Richemire, mise en état d'arrestation par l'inspecteur Miller, a été conduite à Cornwall, par le constable Austin Fetterly. Ce dernier, faisait des recherches depuis la disparition mystérieuse du père Saint-Pierre et avait attiré l'attention du procureur de la couronne Harkness, sur ce mystère. La fille Richemire a déclaré qu'elle a d'abord tiré sur le père Saint-Pierre avec un revolver, puis, voyant que cela ne lui avait rien fait, elle s'empara d'un fusil qu'elle déchargea sur le vieillard et tout fut fini.

UN JOURNALISTE EN ALLE VISITER. — Un journaliste est allé visiter la vieille maison qu'habitait la famille Saint-Pierre. On ne saurait se faire une idée du désordre qui y règne. Dans un coin se trouvaient trois vieux fusils dont s'empara l'inspecteur Miller ainsi que de trois autres fusils et d'un revolver.

Mme Saint-Pierre raconta qu'elle croyait son mari parti pour l'Etat de New-York et que c'est ainsi qu'elle est restée dans la maison pendant un mois sans savoir que le cadavre de son mari se trouvait dans la cave. Les voisins se montrent très bienveillants pour Mme Saint-Pierre et ses deux petits enfants âgés respectivement de 9 et 11 ans.

ON LES CRAIGNAIT. — On peut dire, sans rien exagérer, que la mort du père et l'arrestation du fils Saint-Pierre ont causé quelque soulagement dans tout le district, car on les craignait beaucoup. Le pé-

LE GOUVERNEMENT LLOYD-GEORGE EST-IL SUR LE POINT DE TOMBER?

ON PREVOIT UN GROS DEBAT SUR LA DEMANDE DES INDES DE PLACER UN DROIT PROTECTEUR SUR LES COTONNADES. CAR IL Y A BEAUCOUP D'OPPOSITION. — ON PARLE D'ELECTIONS GENERALES

QUELLE SERA L'ATTITUDE DE M. ASQUITH

Londres, 12. — Pour la première fois depuis sa formation, le nouveau gouvernement Lloyd-George aura à faire face à une grande difficulté lorsque, mercredi prochain, le parlement sera saisi d'une demande à l'effet d'autoriser une nouvelle politique aux Indes, en leur permettant de placer un droit protecteur sur les cotonnades. Les différents partis de la Chambre font des préparatifs en anticipation d'une division critique.

La réponse qu'a faite M. J. A. Austen Chamberlain, secrétaire pour les Indes, aujourd'hui, à une députation représentant toutes les sections de l'industrie du coton du Lancashire, semble indiquer que le gouvernement s'en tiendra à sa décision, ce qui entraînera une lutte directe entre les protectionnistes et les partisans du commerce libre dans le parlement, et il est impossible d'en prévoir le résultat de cette discussion, le clivage ordinaire du parti ayant été dérangé par la guerre. M. Chamberlain a fait appel à la députation du Lancashire, lui disant que l'on avait besoin pendant la guerre de toute l'aide financière des Indes et que ses membres devraient, par esprit de patriotisme, écarter leurs objections aux droits du coton, que les Indes ont besoin afin de faire face aux intérêts de leur emprunt de guerre. Tout en émettant son désir de voir la chose être revue après la guerre, le secrétaire a dit :

"Je ne serais pas impartial de vous laisser sous une mauvaise interprétation de l'attitude du gouvernement et la mienne. Abandonner cette décision causerait une grande calamité à l'Angleterre."

La réponse de M. Chamberlain semble ne laisser aucune possibilité de retraite de la part du gouvernement, et même si les partisans du commerce libre, y compris les membres du Lancashire et tout le corps nationaliste, réussissaient à grouper autour d'eux le nombre suffisant de membres, il n'est pas impossible que la division pourrait résulter en une défaite pour le gouvernement, c'est-à-dire, conduisant à une élection générale.

L'administration Lloyd-George est si largement composée d'unionistes qu'elle est regardée avec une grande méfiance par les doyens libéraux, spécialement en ce qui regarde le tarif et la préférence impériale.

Le parti du Lancashire prétend que l'imposition de ces droits est une brèche à l'entente qui a été conclue à l'effet que rien de tel ne serait fait qu'après la guerre et il prétend aussi que cela affecterait gravement non seulement le commerce du Lancashire, mais aussi celui de l'alliée de la Grande-Bretagne : le Japon. On ne sait pas encore quelle sera l'attitude de l'ancien premier ministre Asquith, mais on assure que, quelle qu'elle soit, elle sera suivie de la grande majorité des libéraux. Actuellement, ni le gouvernement, ni le parti du Lancashire ne veulent de compromis.

LA VENDEE AURA-T-ELLE UNE JEANNE D'ARC?

Le Vatican accorde, dit-on, beaucoup d'intérêt au cas de Mlle Perchaud, qui dit avoir eu des visions et avoir entendu des voix lui ordonnant de conduire les armées françaises à la victoire.

Paris, 12. — Dans une pension de Paris, tenue par des religieuses, se trouve une paysanne qui a remué l'imagination des Français en déclarant que, comme Jeanne d'Arc, elle avait eu des visions et entendu des voix, lui ordonnant de se lever et de conduire les soldats de France à la victoire et à la délivrance de sa patrie. C'est Mlle Perchaud, âgée de 20 ans, fille d'un cultivateur de la Vendée.

Selon les ordres du cardinal Amet, les religieuses ne permettent pas de l'interviewer. Une des sœurs a dit aujourd'hui :

"Elle est très simple et très pieuse. A toutes les questions elle répond : Ne me demandez rien, car je ne dois rien dire".

Chaque jour Mlle Perchaud va faire ses dévotions à la chapelle de Montmartre, où se trouve une statue de Jeanne d'Arc. Les autorités ecclésiastiques gardent à son sujet un silence absolu.

Les profonds sentiments religieux qui, en temps ordinaires, existent dans le département de la Vendée se sont manifestés d'une façon tout particulièrement vive dans le cas de Mlle Perchaud. La jeune fille, qui a toujours fait preuve d'une piété exemplaire, réside dans une ferme à Puy Saint-Bonnet près de Cholet, qui est devenue un but de pèlerinage pour les régions environnantes. Au début le clergé fit peu de cas de ces événements, mais finalement l'évêque de Poitiers a envoyé un prêtre pour interroger la jeune fille. Il a alors été décidé de l'envoyer à Paris.

Rome, via Paris, 12. — (Sous toutes réserves). — Le Vatican accorde beaucoup d'intérêt dans le cas des visions de Mlle Perchaud qui aurait reçu l'ordre de conduire les armées françaises à la victoire. Il a actuellement reçu un rapport du clergé de Paris et il en attend de l'archidiocèse.

re avait déjà purgé une sentence de deux ans de prison pour vol d'un cheval, et le grand-père lui aussi servi un terme de 14 ans.

Généralement on hésite à croire l'histoire racontée par la fille Richemire. On croit que le père Saint-Pierre avait sur lui environ \$200 et qu'il possédait un dépôt de \$400 en banque.

L'EXAMEN MEDICAL.

Les docteurs Feader, de Dickinson Landing, et Brown, d'Aultsville, ont fait l'examen du corps de la victime. Ils présenteront leur rapport, vendredi prochain, lors de la reprise de l'enquête.

Emerson Saint-Pierre, le fils du défunt, et Nettie Richemire, vivant près d'Aultsville depuis le mois d'août dernier. Les parents de la jeune fille sont des gens respectés dans leur localité. Il paraîtrait que les deux jeunes gens ont fait plusieurs tentatives pour se marier, mais que les ministres auxquels ils se sont adressés ont refusé.

Emerson Saint-Pierre et Nettie Richemire sont maintenant détenus dans la prison de Cornwall, où leur famille attendra leur procès qui aura probablement lieu dans le cours du mois d'avril. C'est M. G. A. Stiles, qui s'est chargé de défendre les deux prisonniers.

LA RARETE DU BLE

LE DEFICIT MONDIAL EST CONSIDERABLE ET LA FRANCE S'EN RESSENT PROFONDEMENT.

Paris, 12. — D'après les déclarations faites aujourd'hui à la Chambre des députés par M. Boret, président de la commission de l'Agriculture, la France et ses alliés n'ont que les pays neutres devant, cette année, économiser ou remplacer par d'autres céréales de 34 à 35 p. c., de leurs besoins en blé.

Dans un important débat sur la politique économique du gouvernement pendant la guerre, M. Boret a fait les estimations suivantes relatives à la récolte de 1917: Pour la France, la production sera de 180 à 190 millions de boisseaux. La consommation, déduction faite des réserves évacuées, était de 317 millions de boisseaux, le déficit sera de 127 millions de boisseaux.

La consommation des alliés de la France et des neutres est de 560 à 570 millions de boisseaux. On peut obtenir de l'étranger de 360 à 370

millions de boisseaux. Le déficit pour les alliés de l'Entente et les neutres sera de 190 à 216 millions de boisseaux.

C'est le troisième jour du débat. M. Fernand David, ministre de l'Agriculture dans le cabinet Viviani, M. de Monzie, ancien sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande, et d'autres députés ont vivement critiqué la conduite du gouvernement relative aux problèmes économiques pendant la guerre.

Au cours du débat, il a été dit que la surface cultivée en blé a été réduite par l'invasion à 8 millions d'hectares. Le déficit pour 1917 est estimé à 2 millions d'hectares, sur un nombre 200,000 hectares seront semencés avec des semailles de printemps du Manitoba qui réussissent parfaitement bien sur le sol français.

Les orateurs ont tous admis que pour augmenter la surface cultivée en blé il était nécessaire d'élever le maximum du prix de vente de 9 fr. 25 à 11 fr. 25 par boisseau. Il est aussi indispensable d'utiliser dans une large mesure les machines agricoles et un grand nombre de prisonniers de guerre dont 35,000 seulement ont été employés dans les fermes.

M. Fernand David a critiqué le gouvernement pour n'avoir pas donné aux fermiers des encouragements suffisants pour augmenter leur rendement. Il a fait remarquer que, pendant que le maximum du prix du blé était de 9 francs, le boisseau d'avoine se vendait à un prix plus élevé et sa production était en augmentation.

Différents députés ont parlé d'une crise des grains dans le monde entier, due aux difficultés de transports, à la réduction de la main-d'œuvre dans certains pays et à des récoltes insuffisantes dans d'autres.

L'OR DES ALLIES A NEW-YORK

New-York, 12. — S'il faut en croire les rumeurs courantes dans le district financier, ici, aujourd'hui, le gouvernement russe contribue d'une grosse part dans les grandes importations d'or pour les puissances de l'Entente.

UN ECRIVAIN BAVAROIS VEUT QU'ON DETRONE LE KAISER

L'ALLEMAGNE EN A ASSEZ DES HOHENZOLLERN ET VEUT QU'ON LES REMPLACE PAR LA MAISON DE WITTELSBACH.

CET ECRIVAIN CROIT QUE LES ALLIES NE CONSENTIRONS PAS A NEGOCIER AVEC GUILLAUME II ET SON FILS

Londres, 11. — La presse anglaise a publié récemment des télégrammes ayant trait à un pamphlet paru en Bavière et qui demandait l'abdication des Hohenzollerns et leur remplacement par la famille royale de Bavière, la Maison de Wittelsbach.

« Comme ce pamphlet, écrit un correspondant de Berne, a fait grand bruit en Allemagne et qu'il a été promptement supprimé par les autorités, on a cru qu'il valait la peine de le traduire, car il peut jeter quelque lumière sur la question si profondément intéressante de la situation intérieure de l'Allemagne.

« Le pamphlet porte le nom de Heinrich Sieger comme étant l'auteur, mais le vrai nom réel de l'auteur, il n'est ni connu ni obscur. Son pamphlet a été lancé par une association influente, la « Vereinigung Süddeutscher Männer », (Association des Allemands du sud), à Munich; et comme il n'a été donné d'être mis au courant, le manuscrit a été révisé par l'éditeur d'un grand journal de Berlin. Le pamphlet a pour titre bien simple : « La Bavière et la paix », et il prend comme thème que le meilleur moyen pour l'Allemagne de conclure une paix qui ne soit pas trop désavantageuse, serait de forcer les Hohenzollerns à abdiquer et de les remplacer par la famille royale de Bavière. C'est peut-être l'opinion des Allemands du sud de l'Allemagne où il y a une bonne raison de croire qu'un mouvement de mécontentement contre les Hohenzollerns a pris une puissance considérable. En dehors de l'Allemagne, cependant, on n'a guère envie de considérer le roi de Bavière comme un ange de lumière ou de clémence.

LA HAINE MORTELLE DU KAISER

L'auteur dit : « Un simple coup d'oeil sur les livres, les pamphlets et les journaux de nos ennemis suffit à démontrer l'évidence que dans les pays de l'Entente, les gouvernements et les peuples ressentent une haine mortelle contre l'empereur d'Allemagne actuel. C'est contre le Kaiser et son fils que sont dirigées les plus violentes attaques. On les tient responsables, non seulement de la déclaration de la guerre, mais aussi de ces actes de guerre dont les Alliés prétendent qu'ils sont justifiés de se plaindre. Dans ce cas, comment peut-on encore croire que l'Angleterre, la France et la Russie consentent jamais à négocier avec les autorités actuelles de l'Allemagne, c'est-à-dire avec Guillaume II et son fils ? Il est impossible de ne pas faire le parallèle historique et de s'étonner que l'empire allemand ne soit pas précisément dans le même cas que l'Empire français, il y a un siècle.

« Nos combattants actuellement contre une terrible coalition, tout comme celle contre laquelle les Français durent combattre alors. Comme eux, nous nous sommes attirés la haine implacable de l'Angleterre, et nous aussi, nous faisons la campagne sans aucune perspective de vaincre finalement un ennemi plus nombreux, plus riche et mieux pourvu que nous de matériel de guerre et de bouche. Nos victoires ne sont-elles pas autre chose que des victoires à la Pyrrhus ? Elles n'ont pas de lendemain, pour employer un mot attribué à Hindenburg : elles ne sont que d'aujourd'hui seulement. L'Allemagne, informée-t-on l'univers entier, se battra jusqu'au dernier homme, et quand elle n'aura plus d'homme, elle fera appel aux enfants et aux vieillards, et, ajoutant parfois, aux femmes. Tout cela, cependant, n'écartera pas la défaite, qui est maintenant une certitude mathématique en dépit de tous nos efforts, de tous nos sacrifices passés et futurs, et des ruines que nous continuerons d'accumuler. L'Allemagne de Guillaume II est destinée à sombrer sous la lourde masse de nos ennemis, tout comme la France de Napoléon I.

UN CHANGEMENT DE DYNASTIE

« Est-il possible de donner maintenant suite à l'analogie ? En d'autres termes, l'Allemagne pourrait-elle émerger de sa défaite avec un certain degré de liberté que la France en 1814-1815 et même obtint jusqu'à un certain degré une paix avantageuse ? Comment se fait-il qu'en 1814 la Coalition ait laissé la France presque impunie et en pleine jouissance de ses frontières de 1792, et ceci malgré l'épisode des Cent Jours ? Comment se fait-il qu'à peine quinze jours après la défaite, alors que l'ennemi occupait encore son territoire, on ait permis à la France de négocier sur un pied d'égalité avec ses conquérants ? Trois mots expliquent tout : « Changement de dynastie ». Napoléon abdiqua et Louis XVIII fut appelé à régner.

« Pour revenir à l'Allemagne, un changement d'empereur ne serait-il pas aujourd'hui pour elle une cause d'oppression moins grande et moins douloureuse ? Le roi de Bavière et son fils se sont montrés tous deux à la hauteur de leur devoir envers l'empire. Ils ne sont pas soupçonnés d'avoir désertés les drapeaux. La Maison de Wittelsbach a gagné dans cette guerre titres d'honneur après titres d'honneur. C'est le Kronprinz Rupprecht qui a gagné la grande bataille de Metz, et son habileté militaire lui a valu le titre de feld-marchal, comme ce fut le cas pour son oncle, frère du roi, le conquérant de Varsovie. La dynastie des Wittelsbach est la plus ancienne de l'Allemagne. Elle était déjà une famille ducale très puissante alors que les Hohenzollerns vivaient obscurément comme magnats du Nuremberg. Trois Wittelsbachs, Louis de Bavière, Rupert du Palatinat et Charles VII, furent couronnés empereurs de l'empire allemand, et des Wittelsbachs ont aussi occupé les trônes de Suède et de Bohême.

L'hostilité prononcée de la Maison de Hohenzollern contre les cités et corporations a été remarquée même par des hommes aussi loyaux que le futur économiste Herr Roscher et le juriste berlinois Herr Gierke, ce dernier vivant encore. La maison de Wittelsbach, au contraire, a toujours conservé la réputation d'être bien disposée, en général vis-à-vis des classes moyennes.

FAMILLE A L'ESPRIT ETROIT

« Il n'est pas trop de dire de la famille des Hohenzollern qu'elle a l'esprit étroit et qu'elle est ignorante. Sauf Frédéric-Guillaume IV, qui eut en lui bien peu des Hohenzollerns, et qui, de plus, avait marié une Wittelsbach, les Hohenzollerns ne se sont jamais inquiétés de l'art ou de la littérature. Même Frédéric le Grand ne s'intéressa aucunement à la poésie allemande, dont pourtant les plus belles fleurs sont de son temps. Tout ce que Guillaume II et son fils semblent prêter n'est que lieu commun, tout ce qu'il y a de médiocre en art et en littérature.

« D'autre part, les rois de Bavière, Maximilien Joseph, Louis I, Maximilien II, Louis II et le prince régent Luitpold, ont encouragé l'art et la littérature, et il ne faut pas oublier que les princes de Bavière furent les premiers en Allemagne à tracer la route du constitutionnalisme. Le Roi Maximilien, de sa propre initiative, a donné au peuple bavarois, dès après l'ère napoléonienne, une constitution qui pour ce temps-là était tout à fait moderne et libérale. Une meilleure entente entre la France et l'Allemagne est impossible tant qu'existera l'Allemagne prussienne des Hohenzollerns, mais elle deviendra possible avec une Allemagne démocratisée sous l'empire des Wittelsbach libéraux et démocratiques, unis qu'ils sont à la France par des traditions séculaires. Un empire allemand ayant pour empereurs des Wittelsbach n'assurerait pas seulement la sécurité de l'Europe, mais malgré la défaite de l'Allemagne, il rendrait aussi possible la réalisation d'une plus grande Allemagne.



GUILLAUME II qu'un écrivain bavarois voudrait faire abdiquer.

PEKIN ROMPRE

LE SENAT DU PARLEMENT DE LA REPUBLIQUE CHINOISE VOTE LA RUPTURE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC L'ALLEMAGNE.

Pékin, 12. — Par un vote de 152 à 37, le Sénat de la République de la Chine vote la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne. On s'attend à ce que le gouvernement prenne un vote semblable aujourd'hui.

MORT DE GEORGES FONSGRIVE

L'ANCIEN DIRECTEUR DE LA "QUINZAINE" VIENT DE MOURIR A PARIS.

Paris, 5. — (Par courrier). — M. Fonsgrive, professeur de philosophie au lycée Buffon, ancien directeur de la « Quinzaine », vient de mourir. Cette mort provoquera de très vifs et sincères regrets dans les milieux de pensée catholique où le défunt était considéré comme un maître.

Il collabora naguère à la « Gazette de France », sous le pseudonyme de Lacoste, et publia plus tard, sous celui d'Yves de Querdec, ses « Lettres d'un curé de campagne » et le « Journal d'un évêque », où, prévoyant la séparation de l'Eglise et de l'Etat, il imaginait et décrivait ce qui pourrait être la vie du clergé et l'organisation religieuse dans les temps postconcordataires, frayant le chemin, d'une plume hardie, à une meilleure adaptation des conditions de l'apostolat aux besoins de la société moderne.

La dénonciation du Concordat lui semblait, à brève échéance, inévitable, puisque le pouvoir civil tendait visiblement à se l'écarter toujours davantage. Aussi bien prenait-il son parti sans trop de peine d'une rupture qui aurait du moins cet heureux résultat de libérer le pouvoir religieux d'une tutelle qui dégénérait en tyrannie.

Philosophe, M. Fonsgrive s'est attaché de préférence — quoiqu'il ait abordé peu ou prou tous les sujets, car sa fécondité semblait inépuisable — à l'étude des questions sociales. Il y a suivi avec autant d'amour que d'intelligence l'enseignement de Léon XIII. Et ce fut sans doute l'une des raisons pour lesquelles ce grand pape lui témoignait une particulière bienveillance, l'invitant par exemple à venir à Rome pour y donner une conférence qu'il fit présider par son cardinal vicaire, l'éminentissime Parocchi, et lui offrant ensuite, à titre de remerciement personnel, son portrait dans un médaillon, enrichi de pierres précieuses.

M. Fonsgrive a publié sous son nom divers ouvrages dont le meilleur, le plus solidement pensé, s'intitule : « Les catholiques et la vie de l'esprit ».

DES EXPLOSIFS EN CONTREBANDE

Philadelphie, 12. — Les agents du gouvernement ont continué leur enquête au sujet des personnes arrêtées sous l'accusation d'avoir dérobé secrètement des chronomètres sur les croiseurs auxiliaires allemands interceptés à Philadelphie, et des personnes soupçonnées de n'être pas étrangères à la violation des règlements des douanes.

On rapporte que les autorités fédérales ont découvert un complot très étendu dévoué pour causer des dommages au chantier naval en cas de guerre entre les Etats-Unis et l'Allemagne. Les autorités gardent le silence et se refusent de confirmer ou de démentir la nouvelle que des individus ont transporté en contrebande des explosifs à bord du « Kronprinz Wilhelm » et du « Prinz Eitel Friedrich », 2 navires internés.

Adelbert Fisher, sa femme Hélène, et Henry Rohrer, ont été admis à caution sous l'accusation d'avoir dérobé en cachette les chronomètres des 2 vapeurs, les 750 matelots tous deux auront peut-être lieu. Les autorités ont examiné plusieurs documents saisis dans la maison des Fisher. On dit que ceux-ci sont parents avec les Hohenzollerns. Le mouvement entrepris la semaine dernière pour sortir du chantier naval les navires allemands internés reçoit une nouvelle impulsion. On déclare qu'en cas de guerre, les 750 matelots tous deux internés constitueraient une sérieuse menace pour le chantier naval et la partie sud de Philadelphie.

BLESSURE QUI AIDERAIT A LE FAIRE ARRÊTER

Saint-Jean, 12. — Des voleurs ont tenté de nouveau de s'introduire dans le magasin de M. Arsène Moreau, rue Richelieu, où une somme de \$300 avait déjà été volée, il y a quelques semaines, durant la nuit.

Cette fois, grâce aux précautions prises par M. Moreau, ces voleurs n'ont pu mettre leur dessein à exécution. Ne trouvant pas d'autre issue, ils brisèrent une vitre à l'arrière du magasin, mais rencontrèrent des barreaux de fer qui les empêchèrent de pénétrer dans la place.

Seulement, l'un de ces malfaiteurs — si toutefois ils étaient plusieurs, ce dont on n'a pu facilement se rendre compte — a dû se blesser en brisant la vitre, car on a relevé des traces de sang jusque sur le trottoir, devant la porte du magasin.

M. Moreau, en s'apercevant de la chose, le matin, a immédiatement averti le chef de police Daniel, qui est venu faire l'examen des lieux, et on est à la recherche du blessé.

IL FAUT QUE LE PEUPLE SACHE LA VERITE BRUTALE

C'est ce qu'écrit le docteur Heim, membre de la Diète prussienne, concernant la crise alimentaire en Allemagne.

La Haye, via Londres, 13. — Après le débat à la diète prussienne, le 6 mars dernier, sur la crise alimentaire, le docteur Heim, leader du parti paysan de Bavière, a publié un article sur la situation dont les extraits suivants sont reproduits par le Vorwärts :

« Il est grandement temps que les faits qui ne sont jusqu'ici connus que de peu de personnes soient exposés au public. Il est mieux de dire au peuple la vérité, quelque brutale qu'elle soit, que de continuer à la cacher par un système dont l'inefficacité est indéniable. Il nous faut attendre encore 120 jours avant les nouvelles récoltes; mais même si demain nous apportait la paix de la faim, il s'écoulerait des mois avant que nous puissions avoir une livre de pain de plus, vu le manque de tonnage et de la faillite de la récolte mondiale.

« Cela doit être carrément dit au public, car il nous faudra supporter les mesures les plus draconiennes, qu'elles affectent les paysans et les citoyens, non seulement en Bavière et dans l'Allemagne du sud, mais aussi en Prusse. »

MONSIEUR HENRI BERGSON REÇU CHEZ LES BANQUIERS AMERICAINS

Il parle de la France telle qu'elle fut toujours avant et depuis la guerre.

New-York, 13. — Un déjeuner en l'honneur de notre éminent compatriote, M. Henri Bergson, réunissant, hier, au Banker's Club, un très grand nombre d'amis de la France, il y avait là environ quatre-vingt convives, parmi lesquels on comptait plusieurs membres du monde financier, du monde universitaire, du monde politique, du monde artistique et du barreau américain. Et tous, quels qu'ils fussent, anciens ambassadeurs, présidents d'université ou magnats de la finance, acclamèrent, avec un enthousiasme spontané, la personne de leur invité d'honneur, la personne de la France, que la guerre a tellement grandie à leurs yeux. Ils firent, il est vrai, une magnifique ovation à l'homme remarquable qu'ils félicitaient — comment pouvait-il en être autrement ? — mais, en ce moment de crise mondiale, on sentait bien que nos amis américains confondaient dans le même sentiment d'admiration la France et M. Bergson et que la réception dont M. Bergson était l'objet était une manifestation en faveur de la patrie des poilus de Verdun.

M. Bergson l'a bien compris et, s'il lui est arrivé de citer Aristote, dans la magnifique et émouvant discours qu'il prononça à la fin du déjeuner — citation pour laquelle il s'excusa du reste avec cet esprit fin que nous lui connaissons — ce ne fut point dans l'intention de faire paraître le philosophe plutôt que le Français. Dans son éloquent discours, il parla surtout de la France, et ses distingués auditeurs lui firent bien comprendre qu'il n'avait pas trompé leur attente.

« Ainsi donc, ajouta notre distingué compatriote, ce ne fut pas par des victoires militaires que les armées allemandes arrivèrent jusque sous les murs de Paris, ce fut par une trahison. »

Cela parut si vrai aux auditeurs de M. Bergson, ils virent tellement dans les paroles de notre compatriote le reflet de leur propre jugement, qu'ils firent à ce moment une magnifique ovation à l'orateur.

LE PORT DE MONTREAL

VA-T-IL ETRE SACRIFIE ?

Il est question que le C. P. R. choisisse Saint-Jean au lieu de Montréal comme port d'expédition.

St-Jean, N.B., 13. — St-Jean va-t-il remplacer Montréal comme tête de ligne du commerce maritime de la compagnie du chemin de fer Pacifique Canadien, durant les mois d'été ? La question se pose ici et certains ordres provenant des autorités de chemin de fer semblent donner raison à une rumeur persistante.

On donne comme raison du changement le fait que St-Jean est d'une journée entière plus près de la Grande-Bretagne que Montréal, ce qui constitue un facteur très important vu la rareté des navires pour répondre aux besoins du commerce.

On dit aussi que les autorités craignent un blocus de la route du St-Laurent par les ennemis, ce qui retarderait les expéditions de Montréal.

St-Jean a l'air de se préparer pour un trafic d'été extraordinaire, mais jusqu'à présent il semble convenu que les affaires ne seront que l'excédent de Montréal.

Questionné sur ce sujet, hier, M. J. V. Russell, commissaire civique des ports, déclarait que des projets touchant le commerce d'été étaient à l'étude depuis plusieurs mois. Il croit qu'il se fera un volume d'affaires considérable dans le port, cet été, mais il n'est pas prêt à confirmer la rumeur que ce port serait la tête de ligne du C.P.R.

La principale source de la rumeur est dans une dépêche de Vancouvery, B.C., qui se lit comme suit :

Vancouver, B.C., 12. — Le Pacifique Canadien a adressé un bulletin aux opérateurs en devoir cet hiver, à plusieurs petites stations sur la division internationale ou du Maine, à l'effet que ces bureaux resteront ouverts et que les employés y conserveront leurs positions s'ils le désirent, au lieu d'être suspendus pendant les dégelés.

Les employés auraient été notifiés qu'ils auraient à manipuler de 250 à 300 wagons cet été, soit le trafic ordinaire d'hiver. Cela donne de la constance à la rumeur persistante que le trafic transatlantique au lieu de passer par les ports de Montréal et Québec, après l'ouverture de la navigation, prendrait la route du Maine jusqu'à St-Jean, N.B., qui deviendrait le principal port d'expédition.

En l'absence de St-Jean de M. H. C. Grant, surintendant général de la division atlantique du Pacifique Canadien, d'autres officiers de la compagnie n'ont pas voulu se prononcer sur la question. On ne nie pas les prévisions en vue d'une saison d'été extraordinaire, mais on ne sait rien au sujet de l'abandon de la route du St-Laurent.

RUMEURS ET DENEIGATIONS ICI

On disait hier dans les bureaux des commissaires du havre, en réponse à la dépêche ci-dessus, que certaines rumeurs à l'effet que le Pacifique Canadien se servirait du port de St-Jean cet été circulaient depuis quelque temps mais sous aucune forme définie.

On a pensé que si un semblable mouvement était en vue, ce serait sur

LA VIE QUE MENAIT BERNSTORFF AUX ETATS-UNIS

LE VALET DU KAISER MOUCHAIT PARTOUT OU IL POUVAIT. — QUELQUES AVENTURES LUI SONT ARRIVEES

Washington, 13. — (par courrier).

Dans cette délicieuse capitale de Washington où des maisons bâties dans ce « style colonial » qui emprunte ses grâces à notre XVIII^e siècle évoquant un souvenir de Trianon, on remarque une vilaine construction de briques rouges. Elle est monotone et massive comme une caserne. Elle fait presque vis à vis à l'hôtel privé de M. Lansing, ministre américain des affaires étrangères et secrétaire d'Etat. C'est cette ambassade d'Allemagne, dont l'indignation de M. Wilson vient de fermer sa porte.

Ce vilain et si sang-dé-boire, ce moulin à viande crue dont les belles verdures du voisinage aggravant la hideur, était hier encore le nid de ce ver corrompu et rongeur, le comte Bernstorff.

L'homme portait beau, à l'allemande, c'est-à-dire que chacun des poils de ses moustaches avait une place et un nom. Il affectait la bonhomie, cette rondeur dont les brasseurs d'affaires s'enveloppent avant que le capital soit versé, quittes à retourner leur carapace toute barbelée de dards quand les actionnaires s'informent du jour où l'on touchera le coupon. Les attachés de l'ambassade de France avaient de la peine à se défendre contre la cordialité particulière de Bernstorff, même après la déclaration de guerre.

Son mariage avait donné la mesure de son cynisme. Il avait épousé une jeune allemande, dont les parents, devenus citoyens américains sur le tard, avaient dû quitter les Etats-Unis à la suite d'un remariage qu'on avait jugé scandaleux. La jeune personne était aussi laide que riche. Et, sans doute, le Kaiser avait jugé que cette facilité à surmonter toute répugnance désignait Bernstorff à son choix pour les besognes qu'il allait lui confier à l'ambassade d'Allemagne accréditée à Washington.

Bernstorff avait le cuir dur. Il entraînait dans son jeu de ne pas entendre les observations que la conscience américaine indignée formulait sur son passage. Il allait au-devant des affronts avec une audace qui espérait intimider autrui.

Dès les mois d'août 1914, cette attitude lui valut de méconnaissances. Une dame qui avait eu lui des relations de courtoisie qu'il autorisait son titre l'avait invité, au début de la saison, à venir passer dans sa villa de Newport — c'est le Deauville américain — un de ces congés de fin de semaine que, de l'autre côté de l'Océan, on nomme « weekend ». Les hommes en plus occupés s'accordent ces repos samedis ou lundis. Bernstorff oubliant que la guerre, la violation de la Belgique avaient pu changer quelque chose à ces dispositions. Il avait télégraphiquement son hôte à dîner en tête-à-tête. Ce soir-là, Bernstorff comprit qu'il était allé un peu loin. Il reprit le lendemain matin, le train pour New-York.

Je l'ai vu à l'œuvre dans un club dont il faisait partie. Dès qu'un groupe de causerie se formait, il s'approchait à pas de loup, écoutait en souriant, risquait un mot. Aussi, le groupe fondait comme par enchantement. Les dos se tournaient et l'ambassadeur de Sa Majesté Guillaume recommençait sans succès — comme sans encouragement — sa chasse aux ombres.

Washington est si brûlant, l'été, que personne ne peut s'y maintenir. La mode est aujourd'hui de s'installer pendant les premiers mois de l'été dans ces admirables demeures qui, en une quinzaine d'années, se sont installées, entourées de fermes, de blancs barrières, dans l'pittoresque de Long Island. Un petit bras de mer sépare Long Island de la côte. Le rivage oriental est battu par des lames de l'Océan. Cela ne met pas seulement les bains à portée des millionnaires qui peuplent l'île, cela assure entre deux plages une persistance fraîcheur.

Naturellement, Bernstorff, qui ne voulait pas perdre avec la « société » un contact difficile à entretenir, avait établi dans Long Island une ambassade allemande d'été. Comme par hasard, elle était autant dire, mitoyenne d'une station de télégraphie sans fil dont le gouvernement américain et les particuliers, sous certaines conditions, faisaient usage.

Qui saura jamais de combien de violences et de crimes cette promiscuité a été l'occasion.

Au cours de l'été 1915, quelques mois après le torpillage du « Lusitania », on contaient sans cesse, sur les plages de Long Island, cette étonnante anecdote :

« Vous savez, disait-on, que le commandant du transatlantique torpillé vient de passer devant un tribunal secret. On lui a dit : « Vous n'ignorez pas que vous étiez guetté dans les eaux que vous traversiez d'ordinaire et vous n'avez pas changé votre itinéraire ? Vous aviez la possibilité de marcher à vingt noeuds, une vitesse qui déconcerte les torpilleurs ? Et, en cet endroit du suprême danger, vous avez filé douze noeuds ? A quoi avez-vous pensé ? » Le pauvre commandant a répondu : « Je reconnaissais que ma décision peut paraître étrange, mais qui donc, si vous plaît, a mon entrée dans les eaux britanniques, m'a envoyé ce télégramme sans-fil avec notre chiffre secret ? J'ai passé à l'endroit que l'on m'a indiqué, à la vitesse commandée. C'est Boy-Ed, l'attaché naval allemand, qui a surpris le secret du chiffre et envoyé le télégramme ! Il a conduit le paquebot comme un sanglier en battue, à la place où on devait le tirer. »

Totalement ou partiellement exacte cette histoire peint l'état d'âme que les Américains informés éprouvaient depuis plus de deux ans à l'endroit de Bernstorff et de ses accolés. Le fait est qu'à peu près à la même minute on informa officiellement l'ambassadeur du Kaiser qu'on lui retirait l'usage du sans-fil.

Bernstorff gémissait : « Je ne vais plus pouvoir échanger ma pensée avec celle de mon Maître ! »

Dans quelques jours, ce Maître et ce Valet vont librement causer de vive voix.

DEUX OUVRIERS MUTILES AFFREUSEMENT PAR UNE EXPLOSION DE DYNAMITE

Sturgeon Falls, Ont., 13. — Une formidable explosion qui s'est produite, hier, aux usines de la compagnie McCaffrey, à Sturgeon Falls, a plongé toute la population dans le plus vif émoi. Plusieurs sortes de rumeurs, bien naturelles dans les circonstances, furent bientôt en circulation, et toutes sortes de conjectures allèrent bientôt leur train.

Informations prises en décauvrant ce qu'il était vingt-cinq bâtons de dynamite, aux usines en question, qui venaient d'exploser. Deux hommes qui se trouvaient dans les environs du lieu où se produisit l'explosion furent terriblement blessés. Quand le premier moment d'excitation passa, les ouvriers de l'établissement purent se porter à leur secours, ils trouvèrent leurs deux compagnons, Oscar Galipeault et Léon Shank, qui avaient été projetés à une bonne distance par la force de l'explosion, baignant dans leur sang. Une jambe avait été arrachée à chacune des deux victimes, ainsi que les deux yeux à Galipeault, et un oeil et deux doigts à Shank. Leur figure n'était qu'une plaie. Les deux malheureux ouvriers furent transportés en toute hâte à l'hôpital de Sudbury. Les médecins de l'institution déclarèrent qu'ils ne croyaient pas pouvoir conserver la vie à Galipeault. Celui-ci, affaibli déjà par la perte de son sang, ne pouvait que difficilement subir une amputation. Quant à Shank, les médecins ne se sont pas encore prononcés.

LES MORTS BOCHES RESSUSSIRENT !

Madrid, 13. — Le journal espagnol le « Liberal » montre ce qu'il faut penser de la sincérité des « chiffres officiels » de pertes allemandes, publiés périodiquement.

« En juillet 1915, la presse du monde entier publiait la statistique suivante, de source allemande. Soldats allemands prisonniers ou disparus, 490,000; morts, 1,636,000; blessés, 1,880,000. Total, 4,006,000. Quelques mois plus tard, après l'offensive de Champagne et celle de Broussiloff, et après Verdun et la Somme, la presse allemande publiait cette autre statistique : Soldats allemands prisonniers ou disparus, 459,617; morts, 879,976; blessés, 2,223,800. Total, 3,573,293.

« La preuve que les chiffres exacts sont les premiers et non les seconds

résulte des déclarations mêmes du chancelier allemand, qui a dit à la commission du Reichstag, en mars 1916, que les pertes irréparables allemandes atteignaient, en février dernier, 3,500,000 hommes. Ce chiffre représentait près de 200,000 hommes par mois. On peut en conclure qu'à l'heure actuelle le chiffre total doit approcher de 5 millions de soldats. »

LES ALLEMANDS REQUISITIONNENT LES ARBRES EN BELGIQUE

Le Havre, 13. — L'administration militaire allemande en Belgique a requisitionné systématiquement les arbres dans les deux départements de la Belgique, et toutes sortes de renseignements reçus par le gouvernement belge, les Allemands prennent les plus beaux arbres, province par province, et les envoient en Allemagne.

L'EXPEDITION ANGLAISE S'EMPARA DE BAGDAD

L'armée du général Maude entre triomphalement dans l'ancienne cité des Califes après en avoir chassé l'armée ottomane qui retraite avec précipitation et en désordre. — Quelle sera la quantité de matériel capturé et le nombre de prisonniers pris ?

UN COUP TERRIBLE AU MORAL DES TURCS

Cette victoire aura une forte répercussion dans tout l'empire ottoman, dit-on, et les puissances centrales tenteront de cacher à leur peuple cette défaite de leur armée d'Orient. — Déchéance des espoirs de dominion allemand en Mésopotamie

SURPRISE GENERALE, MEME DES PLUS OPTIMISTES

Londres, 11. — Le général Frederick Stanley Maude, commandant des forces de l'Entente en Mésopotamie, a télégraphié l'heureuse nouvelle que les troupes anglaises avaient occupé de bonne heure ce matin la ville de Bagdad, la principale ville de l'empire ottoman en Mésopotamie et anciennement la ville des Califes.

On n'a pas encore reçu de détails de la capture de cette ville, le communiqué du général Maude ne parlant que des opérations jusqu'à samedi matin alors que les Anglais, après avoir traversé par surprise la rivière Diala et avoir construit des ponts sur le Tigre, avaient repoussé les Turcs à moins de trois milles de Bagdad. Il n'est évident cependant que les Turcs n'ont pu offrir une bien grosse résistance depuis la chute de Kut-El-Amara. On dit qu'ils puisaient constamment des renforts sur les autres fronts où les Turcs sont engagés, mais si grande était la distance à parcourir que les renforts ne purent arriver à temps pour sauver l'ancienne cité, qui, après Mecca, occupe la première place dans l'esprit du Mahometan.

La chute de Bagdad, tout en mettant fin aux espoirs de l'Allemagne d'un dominion en l'orient, basé sur un chemin de fer Berlin-Bagdad, aura une répercussion dans tout l'empire mahométan et elle aura pour effet de réhabiliter le prestige anglais en orient détruit depuis la chute de Kut-El-Amara.

Aucune nouvelle peut-être, ne peut être la plus bienvenue que celle que le Royaume-Uni vient de recevoir du général Maude, en un temps où le peuple anglais commence à sentir plus durement les effets de la guerre, à cause de la guerre sous-marine, qui réduit les approvisionnements de produits alimentaires venant de l'étranger et en un temps où le peuple anglais est si attristé par les révélations contenues dans le rapport de l'enquête sur l'expédition anglaise des Dardanelles, dont la responsabilité repose tout entière sur les épaules de Winston Spencer Churchill, ancien premier lord de l'amirauté. Il faut forcément attendre la réception de rapports supplémentaires pour connaître l'étendue du succès du général Maude et la quantité de matériel de guerre et de prisonniers enlevés aux Turcs, soit avant ou après la chute de Bagdad.

L'occupation s'est apparemment faite sans résistance importante et la part des Turcs et avec de très légères pertes. L'importance de la chute de Bagdad est telle que même si les Turcs ont réussi à sauver toutes leurs armées et leurs canons, cela n'amoindrirait pas cette importance et son effet moral sur la population mahométane sera très grand.

Bagdad a été la base de toutes les opérations de l'armée turque en Perse. Jusqu'à il y a quelques jours les Turcs occupaient environ 30,000 milles carrés de territoire de la Perse, mais sous la forte pression des Russes de la direction de Kirmanshah ainsi que de celle d'Erzeroum, tout semble indiquer une prochaine jonction des armées russes avec l'armée anglaise qui vient de remporter un si beau succès, et cette jonction aura pour effet de chasser complètement les Turcs de la Perse où ils causent de si grands ravages et de massacres.

Londres, 11. — Bagdad a été capturée par les troupes anglaises, suivant un communiqué officiel publié ici aujourd'hui. Le communiqué fut publié au reçu d'une dépêche du général Maude disant que les troupes anglaises venaient d'occuper Bagdad de bonne heure dimanche matin. La dépêche du général Maude ne contenait aucun détail sur la prise de Bagdad.

Au cours de la journée, le rapport officiel suivant fut reçu concernant les opérations contre Bagdad mais celles-ci s'arrêtaient samedi matin. En voici la teneur :

"Nos troupes, luttant contre les Turcs sur la ligne Diala, ont réussi, malgré le beau clair de lune, à traverser par surprise le Diala et à s'établir une forte position sur la rive droite de la rivière. Pendant ce temps-là, dans la matinée du huit, des ponts étaient jetés sur le Tigre à différents endroits, un détachement anglais le traversa et vit sur la rive droite les Turcs retranchés dans une forte position à six milles au sud-ouest de Bagdad.

"L'ennemi a été repoussé de cette position pour se retrancher dans une autre à deux milles en arrière. Au cours de la nuit du neuf, nos troupes traversèrent la Diata et avancèrent de quatre milles vers Bagdad.

"Pendant la journée du neuf, nos troupes chassèrent l'ennemi de sa deuxième position sur la rive droite du Tigre, établissant ses bivouacs sur le terrain. Malgré une tempête de poussière et de grêle, cet avantage ne fut pas abandonné et dans la matinée du dix, les Turcs reculèrent à trois milles à l'ouest et au sud-ouest de Bagdad."

GRANDE JUBILATION A PARIS

Paris, 11. — La capture de Bagdad a causé un enthousiasme délirant ici, vu le fait qu'elle était totalement inattendue. Les critiques militaires même les plus optimistes ne s'étaient jamais imaginés que la chute de Bagdad viendrait si vite; cette opinion étant basée sur ce que la ligne de communication de l'armée du général Maude est des plus étendue et qu'il fallait agir avec une extrême prudence.

Le général Lacroix écrivait dans l'édition de l'après-midi du "Temps", avant la réception de la nouvelle de la prise de Bagdad :

"La chute de cette ville serait un événement si important que les autorités militaires de nos adversaires tenteront par tous les moyens d'en retarder la déclaration officielle à leur peuple."

La rapidité avec laquelle la cité a été emportée est interprétée ici comme étant un indice que les Turcs sont dans de plus mauvais draps qu'on ne le pensait généralement. On déclare que l'importance politique est aussi grande que l'importance militaire. Dans maints cercles bien informés on prétend que cela portera un coup mortel au prestige turc.

CARRANZA EST REELU PRESIDENT DU MEXIQUE

Mexico, Mexique, 11. — Le général Carranza a été élu aujourd'hui président de la république du Mexique, par un vote qu'on ne croit jamais être surpassé.

Bien que les électeurs aient le pri-

vilège d'écrire ou de suggérer tout nom qu'ils désiraient, Carranza a reçu presque tous les votes. Le nombre de votes enregistrés, suivant les estimés, varie entre plusieurs centaines de mille et un million.

Depuis la première fois, 1911, le

Mexique aura un président constitutionnel.

Au cours de cette année, Francisco Madero reçut plus de 300,000 votes. Le général Victoriano Huerta en appela au peuple en 1914 et se déclara élu, mais plus tard, il annula cette élection sous prétexte qu'il n'y avait pas eu assez de votes enregistrés. Son élection à la présidence marque l'apogée des efforts du général Carranza, qui prit les armes contre Huerta en février 1913, après qu'Huerta eut pris le pouvoir.

L'ALLEMAGNE MEURT DE FAIM

UN MEMBRE DE LA DIETE PRUSSIENNE DECLARE QUE LES PARENTS TUENT LEURS ENFANTS PARCE QU'ILS NE PEUVENT LEUR DONNER LA NOURRITURE QU'IL LEUR FAUT.

Londres, 9. — "Jusqu'à présent, les journaux n'ont publié que des fragments de rapports sur le remarquable débat à la Diète prussienne sur la crise alimentaire", dit une dépêche Reuter d'Amsterdam. Le "Worwaerts", ressu aujourd'hui relate le passage suivant du discours de Herr Hofee (membre socialiste de la Diète prussienne) : "La mortalité parmi la classe âgée augmente dans des proportions terribles, tandis que les épidémies se répandent partout à cause de la décroissance du pouvoir de résistance. La situation est beaucoup plus sérieuse qu'on ne le pense. Le nombre de suicides augmente et les parents tuent leurs enfants parce qu'ils ne peuvent leur procurer de la nourriture. Et cependant, le prix des pommes de terre, qui sont rares depuis longtemps, doit encore augmenter."

NOUVELLE PRISE DES RUSSES

LES MOSCOVITES, POURSUIVANT LEUR MARCHE VICTORIEUSE AU CAUCASE, S'EMPARANT DE SAHNA.

Pétrograd, 11, via Londres. — Communiqué officiel publié aujourd'hui par le ministère de la guerre :

"Front du Caucase: Les Turcs ont tenté de prendre l'offensive le long du chemin Sivas, mais ils ont été repoussés."

"Comme résultat de la lutte dans la région d'Homada, nos détachements ont occupé Sahna le 7 mars. Poursuivi pas nos troupes, l'ennemi, après une forte résistance, a retraité vers Bisitun. Nous avons capturé des magasins de munitions dans Sahna."

ARRETES DANS LES REGIONS POLAIRES

LES DEUX ESQUIMAUX ASSASSINÉS ONT ARRETES PAR LE CAPITAINE LEROUX, APRES UN LONG VOYAGE.

Dawson, Y. T. 9. — Les deux esquimaux accusés du meurtre du père Jean-Baptiste Rouvière et du père Guillaume Leroux, missionnaires catholiques, dans la région du lac de l'Ours, à l'est du fort Norman, dans l'hiver de 1913-14, sont prisonniers dans l'île Herchel et seront amenés au fort McPherson plus tard. On apprend la nouvelle du meurtre à l'île Herchel, il y a deux ans par un chasseur qui vit une bande d'esquimaux qui portaient les habits, les crucifix et les vêtements des prêtres catholiques. On fit ensuite une enquête qui démontra que les deux missionnaires avaient disparu. Ils étaient nés en France et étaient âgés d'environ 35 ans.

Les prétendus assassins ont été arrêtés par le capitaine Leroux qui a traversé le golfe Coronation et la région du lac de l'Ours.

REND LA RESPIRATION FACILE. — La contraction des voies respiratoires et la difficulté de respirer, preuves trop évidentes de l'asthme, ne résistent pas au remède du Dr J. D. Kellogg pour l'asthme. C'est le fameux remède très connu pour sa parfaite efficacité même dans les plus mauvais cas. Ce n'est pas une préparation nouvelle, mais une préparation avec de nombreuses années de bons services. Achetez-la de votre plus proche vendeur.

DESASTREUSE POUR L'INDUSTRIE LAITIÈRE ET LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE

C'est ce que serait l'introduction de l'oléomargarine sur le marché canadien, ont déclaré hier les directeurs de la "Société d'Industrie laitière de la province de Québec" réunis en assemblée spéciale à l'hôtel Queen's

1200 FABRICANTS DE BEURRE ET 56,000 CULTIVATEURS EN FAVEUR DU STATU QUO

La question de l'introduction en franchise de l'oléomargarine sur le marché canadien, par l'abolition de l'amende de \$400 imposée sur la fabrication et la vente de ce produit, a fait l'objet d'une importante assemblée des directeurs de la Société d'Industrie laitière de la province de Québec, qui a eu lieu hier après-midi, à l'hôtel Queen's.

Les directeurs présents étaient : MM. Gustave Boyer, M. P., président de la Société; J.-H. Crépeau, vice-président; O.-E. Dalairé, secrétaire; Adélard Fortier; F. Monette; Auguste Trudel; J.-G. Héroux; J.-L. Poupard; J.-D. Leclaire, inspecteur; M. Antonio Grenier, sous-ministre de l'Agriculture de la province de Québec assistait aussi à la réunion.

Après une discussion assez longue au cours de laquelle on a étudié la question sous toutes ses faces, l'assemblée s'est déclarée unanimement pour le maintien du statu quo et a décidé de s'opposer à l'introduction de la margarine sur le marché comme nuisible et même désastreuse au progrès de l'agriculture.

En conséquence, la résolution suivante a été adoptée, qui sera adressée à l'honorable M. Burrell, ministre de l'Agriculture, à Ottawa. Tous les cercles agricoles et sociétés d'agriculture de la province, ainsi que tous les fabricants de beurre et de fromage, protesteront au moyen de résolutions semblables qui seront transmises à Ottawa, contre l'abolition de la loi actuelle prohibant la margarine.

TEXTE DE LA RESOLUTION

Voici le texte de la résolution adoptée hier :

10.—Considérant que les graisses ou huiles entrant dans la composition de l'oléomargarine que l'on demande d'introduire au Canada, n'ont pas d'après les plus hautes autorités scientifiques la valeur nutritive de la graisse naturelle du lait et possèdent même des propriétés nuisibles;

20.—Considérant que la dite oléomargarine ou substitut du beurre n'a presque jamais, comme question de fait, été vendue sous son étiquette vraie, et que nous avons l'exemple constant d'une imposition au consommateur à l'aide d'une ressemblance aussi complète que possible du beurre naturel;

30.—Considérant qu'aux Etats-Unis, des efforts constants sont faits depuis au-delà de 30 ans, pour obtenir l'autorisation légale de donner artificiellement à l'oléomargarine la couleur du beurre naturel et qu'à l'heure actuelle, on y tente des démarches pour faire rappeler la loi qui établit cette distinction entre le substitut et le beurre naturel, et rendre par là-même la fraude plus facile;

40.—Considérant que le prix de l'oléomargarine ne peut être contrôlé que par les manufacturiers à l'encontre de la grande loi du commerce, de

l'offre et de la demande et prête à un dangereux monopole;

50.—Considérant que l'Industrie des Substituts du beurre aura un effet déprimant sur la production du lait, et amènera nécessairement une diminution des troupeaux, sera une cause de l'appauvrissement du sol par défaut de restitution de ses éléments de fertilité;

60.—Considérant que la fabrication de l'oléomargarine n'est pas un moyen efficace de réduire le coût de la vie et est essentiellement contraire à l'augmentation de la production partiellement demandée avec force;

Les directeurs de la "Société d'Industrie Laitière de la Province de Québec", réunis en assemblée spéciale demandent humblement à l'honorable Ministre de l'Agriculture et au Gouvernement Canadien, au nom de ses membres; des 1,200 fabricants de beurre de la province et au nom des 56,000 cultivateurs qui patronisent les beurrieres, de ne pas permettre la fabrication et l'introduction de l'oléomargarine au Canada, de maintenir les lois actuelles qui protègent efficacement les producteurs de beurre et les consommateurs contre toute falsification et contre tout substitut de nos beurres.

GUSTAVE BOYER, Président, O.-E. DALAIRÉ, Secrétaire,

DELEGATION A OTTAWA

Outre ces résolutions, une nombreuse délégation choisie parmi les membres de la Société d'Industrie laitière et toutes les sociétés ou corporations similaires de la province, se rendra à Ottawa auprès du ministre de l'Agriculture. Elle fera pendant à une délégation des autorités municipales de Montréal auxquelles se sont joints certains corps publics qui ont pris l'initiative du mouvement en faveur de l'introduction de la margarine.

LES OUVRIERS N'EN VEULENT PAS.

L'un des arguments apportés en faveur du statu quo, au cours de la discussion qui a précédé l'adoption de la résolution ci-dessus, c'est que la classe pauvre, la classe ouvrière pour le prétendu bien de laquelle on veut introduire la margarine, s'est prononcée elle-même contre tout changement aux conditions actuelles. Le conseil des métiers et du travail, et par lui la grande majorité des ouvriers de Montréal s'est prononcé contre l'oléomargarine. Il semble dès lors, comme l'a dit hier l'un des directeurs de la Société d'Industrie laitière, que le but des promoteurs du mouvement touche à faux, du moins le but apparent.

L'IMPOSSIBILITE DU CONTROLE

Car il est facile de comprendre que, comme le disait samedi le "Canada", seuls les manufacturiers seront à même de contrôler la margarine, comme

ils l'ont fait des autres produits, de sorte que, avant longtemps le prix de la margarine sera aussi élevé que celui du beurre. Quant à mettre sous le contrôle du gouvernement la fabrication de ce substitut, l'exemple des Etats-Unis en démontre la grande difficulté, sinon l'impossibilité. Le gouvernement américain a perdu de ce chef, l'année dernière, au-delà de \$35,000,000 en impôts seulement.

"Si le gouvernement canadien veut absolument contrôler quelque chose, qu'il prenne le contrôle du beurre", disait à ce propos l'un des directeurs.

DESASTREUSE POUR L'AGRICULTURE

L'une des raisons invoquées hier contre l'introduction d'un tel substitut que la margarine au beurre, c'est qu'elle ne ruinerait pas seulement le commerce du beurre, mais qu'elle serait aussi désastreuse pour toute l'agriculture en général dans la province de Québec et le Canada en général.

Comme le disait hier, M. Gustave Boyer, ce n'est qu'après des efforts incessants et répétés chaque année qu'on parvient à maintenir les cultivateurs chez eux et les persuader de ne pas abandonner l'agriculture. Ce qui est difficile dans les conditions présentes, alors que l'agriculture est rémunératrice, le sera encore davantage lorsque l'industrie laitière devra faire la lutte à une nouvelle industrie rivale. Au lieu d'obtenir la production intensive que l'on réclame à grande cris, on verrait diminuer celle-ci, en même temps que la principale richesse du pays, de la province, celle qui est à la base même de leur développement et de leur prospérité.

L'EXEMPLE DU DANEMARK

Avant d'admettre la fabrication libre de la margarine, le Danemark, pays essentiellement agricole, s'était d'abord assuré un développement agricole à l'aide de l'industrie laitière; de sorte qu'aujourd'hui, parvenu au maximum de son développement agricole, l'industrie de la margarine n'est plus considérée comme une rivale de l'industrie laitière.

Il n'en est pas ainsi pour le Canada, et spécialement pour la province de Québec qui n'en est encore qu'à ses débuts et dont la prospérité est encore liée au développement de son industrie laitière. Il serait donc déraisonnable, outre les autres arguments qui peuvent être apportés contre la margarine, d'introduire ici un substitut rival de l'industrie laitière, source de la prospérité future du pays.

Les directeurs de la Société d'Industrie laitière de la province de Québec se réuniront de nouveau jeudi soir, à l'hôtel Queen's, pour procéder aux détails d'organisation de la délégation qui se rendra à Ottawa et exposer au Ministre de l'Agriculture les raisons qui militent en faveur du maintien de la loi actuelle.

L'ENDURANCE DU PEUPLE ALLEMAND EST A BOUT

Le contrôleur des vivres soulève un vif débat à la Diète prussienne sur la disette des vivres en Allemagne.

ON S'EN PREND A LA PROVIDENCE

Londres, 8. — Le docteur Georges Michaelis, contrôleur des vivres de la Prusse, a fait aujourd'hui, à la Diète prussienne ce que le "Koeniche Zeitung" appelle un grave discours sur la situation alimentaire, dit une dépêche Reuter d'Amsterdam. Le docteur Michaelis a déclaré que la détresse était telle qu'on ne pouvait imaginer qu'avec peine un état de chose plus inquiétant, spécialement dans les grands centres industriels. Il a prévu la possibilité que tous les surplus de réserves de grains ne suffisent et il a demandé que des mesures très radicales soient prises pour permettre au peuple de tenir jusqu'à l'année prochaine.

"Dans la troisième année de la guerre", aurait dit le contrôleur des vivres, "nous avons découvert que parmi toutes les classes du peuple le sentiment général n'est pas celui d'endurance que nous avions espéré. C'est le fait de la nature humaine, mais il est très déplorable et peut avoir les résultats les plus graves."

"Nous n'avons pas dans les villes exercé toute la surveillance nécessaire, dans la distribution des aliments. Il y a eu de grands abus des billets de pain comportant de graves conséquences au point de vue des réserves. On s'est servi de billets de pain illégalement sur une si grande échelle que nos réserves entières ont été épuisées. De sorte que lorsqu'il n'y a plus de pommes de terre et qu'on a voulu les remplacer par le pain, on n'a pu trouver. La farine a été réduite de la même façon à la suite d'irrégularités semblables dans les moulins."

Le docteur Michaelis termina en demandant que l'on exerce la plus grande sévérité pendant qu'il en était encore temps. Il faudra fermer quelques moulins et priver les municipalités de leurs pouvoirs autonomes. Il faut réquisitionner et rationner de la façon la plus sévère les oeufs, le lait, le beurre, les fruits et les légumes. Il ajoute : "Nous devons maintenant songer à ce qui adviendrait si cette mesure ne réussissait pas et à quelle famine épouvantable nous serions soumis si, durant les derniers mois de l'année économique, nous nous trouvions devant l'insuffisance qu'il nous serait impossible de combler. La misère qui s'en suivrait serait indescriptible."

Le discours a causé une sensation et le socialiste Hufer qui prit la parole ensuite, a déclaré, d'après le "Rheinische Westfälische Zeitung", qu'il faudrait blâmer les junkers si la famine survenait. On a essayé, dit-il, de rejeter le blâme sur l'Angleterre.

ensuite et se défendit vigoureusement. Rappelant la situation critique créée par le succès partiel du plan de l'Entente d'affamer l'Allemagne, il dit :

"Seule la Providence peut-être tenue responsable de la petite ration de pain, parce qu'elle ne nous a pas donné les récoltes que nous attendions."

PAS D'EMBARGO SUR LES PATATES

Ottawa, 8. — Le conseil a décidé qu'il n'y aurait pas d'embargo sur les patates croyant que cette mesure n'est pas nécessaire. Des recherches furent faites et démontrèrent qu'à part les besoins domestiques, il y a un million et demi de boisseaux de patates en ce pays. Il semble qu'en dehors de Québec et d'Ontario où ce légume est très rare, il y a un ample surplus. La déclaration officielle suivante a été publiée ce soir :

"Suivant l'information recueillie de sources officielles et officieuses dans toutes les parties du Canada, il y a un surplus substantiel de patates sur les exigences des semences et des approvisionnements. Sous ces circonstances, le gouvernement ne croit pas qu'un embargo serait justifiable à présent."

M. W. E. FOSTER, CHEF AU NOUVEAU-BRUNSWICK

St-Jean, N.B., 8. — Au cours d'une réunion des candidats élus et défaites du parti libéral, M. W. E. Foster a accepté le poste de chef du parti, qu'on l'a prié instamment de conserver malgré sa défaite. On lui trouvera un siège dès que l'organisation définitive du parti sera reconstituée. Les candidats présents ont protesté avec énergie contre les assertions d'un journal conservateur qui prétend que les élections furent menées dans les comtés acadiens au cri de un vote pour Murray c'est un vote pour la conscription. M. William Pugsley a présidé au banquet d'honneur, entouré de MM. Foster, E. M. MacDonald, F. B. Carvell et C. W. Robinson.